

FRANCE

JUIN 1959 - N° 17 - 150 F.

FORUM



Équivoques indiennes?



Pour la paix scolaire

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu dans votre numéro d'avril l'article fort intéressant de Georges Le Brun Keris.

Dans le numéro de mai, que je viens de recevoir, je lis avec beaucoup d'attention l'article « Pour la paix scolaire » de M. Jean Chelini. Instituteur public, militant M.R.P., je partage pleinement les idées émises dans cet article. Puisse-t-il déciller les yeux de beaucoup !

Votre revue est vraiment de grande qualité.

P. L. Pavillons-sous-Bois (Seine).

Bon courage !

Pour des raisons dont il est facile de présumer qu'elles sont d'ordre financier, vous avez adopté une présentation moins illustrée de « France-Forum ». Cette modification ne sera pas très grave, me semble-t-il, si vous poursuivez votre effort de traiter des sujets correspondant à l'actualité la plus proche et de réaliser une parution moins irrégulière. Bon courage.

Je vous félicite de l'intérêt et de la valeur du « Forum » sur la coexistence pacifique et le problème de Berlin. Il y a dans ce débat des éléments enrichissant de réflexion.

C. L. Grenoble.

La difficile

coexistence pacifique

J'ai beaucoup apprécié votre « Forum » sur les problèmes posés par la coexistence pacifique ; il est indiscutable que le monde vit actuellement une période d'incertitude, se demandant quel sera un avenir soumis aux perspectives d'une guerre nucléaire. Il est bon, comme vous l'avez fait, de définir tout d'abord cette formule. « Expression d'une situation de fait », dit Raymond Aron. Bien sûr, mais expression d'une situation en évolution constante : aucune partie du globe ne peut être soustraite à la grande confrontation des deux blocs. Si André Philip demande de donner une espérance aux peuples de l'Europe de l'Est, ne faut-il pas en donner une également à ces populations qui se veulent non engagées, qui cependant, s'aperçoivent chaque jour de la précarité de leur neutralisme, et qui n'ont qu'un avantage : celui de ne pas être encore, comme leurs frères d'Europe centrale, mis à l'écart du monde libre ?

Le problème des pays sous-développés sera posé plus clairement demain, et il faut rendre hommage aux participants du « Forum » d'avoir suggéré un dépassement de la situation de coexistence par une compétition ou collaboration en faveur du tiers monde. C'est peut-être là le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle où a conduit la concurrence des deux

grands blocs ; l'impossibilité constatée par chacun d'eux d'imposer sa cause à l'autre, à moins d'un conflit généralisé.

P. R. (Paris).

L'Afrique, souci n° 1

Intéressant et vivant le reportage sur l'Afrique qui doit être l'élément qui prouve la possibilité d'une coopération politique et économique avec la métropole.

D. Y. (Rennes).

A propos du « Forum » sur la « Coexistence pacifique » et le problème de Berlin

Le paragraphe de la page 19 du précédent numéro de « France-Forum » relatif à « une position adroite dans les négociations Est-Ouest » pouvant prêter à équivoque, M. Raymond Aron nous demande de préciser qu'il s'agissait dans sa pensée d'offrir à M. Khrouchtchev qu'une Allemagne unifiée par des élections ne fut rattachée à aucun des deux blocs. M. Aron estime, en effet, que cette solution serait considérée par le gouvernement soviétique comme inacceptable et que, de ce fait, le véritable responsable du partage de l'Allemagne apparaîtrait clairement.

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum » (Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de « France-Forum »
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V'.

PHOTOS

TRAVAUX ET LES JOURS

« Vie Catholique »
Agence France-Presse

ENQUETE : Associated Press
FORUM
Intercontinentale - Desjardins Réalités
CINEMA

DISQUES : Viollet Roger
THEATRE : Studio LIPNITZKI
COUVERTURE : Magnum Photo

FRANCE

.....

FORUM

COMITE DE DIRECTION :
Etienne Borne, Jean Lakanuet.

Rédacteur en chef : Henri Bourbon.

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (V^e)
C.C.P. Paris 14-788-84. Tél. ODEon 70-83

Prix de vente au numéro 150 fr.
Abonnement : 8 numéros par an.. 1.000 fr.

SOMMAIRE

N° 16 - MAI 1959 - 150 fr.

EDITORIAL

Où va la gauche ? PAR RENE REMOND 3

ENQUETE

L'Inde, géant d'argile, PAR GEORGES LE BRUN, KERIS 7

AU FORUM

Occidentaux et Soviétiques en compétition : Vaide au pays sous-développés, AVEC RAYMOND ARON, ANDRE PHILIP, MAURICE SCHUMANN... 13

ETUDE

L'utopie directoriale, PAR FRANÇOIS FONTAINE..... 23

LES TRAVAUX ET LES JOURS

Le Congo bouge - L'atome coûte cher - Vers un travaillisme européen ? 4

LES PROPOS DE NOTRE TEMPS

Bergson, ce prophète, PAR ETIENNE BORNE 34

POLEMQUES ET DIALOGUES

2

NOS CHRONIQUES

THEATRE : *L'Hurluberlu,* de Jean Anouilh, par Tony Erena 27

CINEMA : *Goha,* par Henri Bourbon 28

DISQUES : *La Passion selon saint Matthieu,* par Claude Samuel 29

NOTES DE LECTURE

Portrait d'un officier, de P.-H. Simon, par Georges Hourdin 30

Communauté ou sécession, de J. Ehrhard, par Jean Aubry 32



● **Le secret de Polichinelle.**

M. ALBIN CHALANDON, secrétaire général de l'U.N.R., n'a pas peur de la vérité même si elle rend un son insolite et désagréable aux esprits mal purgés des mauvaises habitudes de l'ancien régime : « *Le général de Gaulle, a déclaré ce Saint-Jean-Bouche-d'Or aux dernières Journées d'Etudes de son parti — est notre chef clandestin. Nous sommes un peu dans la position d'agents secrets qui doivent l'obéissance totale à leur chef militaire, lequel n'hésite pas à les désavouer quand les choses vont mal.* »

Ces propos donnent à la politique d'un grand parti de gouvernement un style de conspiration et de roman d'espionnage qui ne laisse pas de surprendre. Depuis les dernières élections législatives, l'U.N.R. n'a cessé de se présenter au grand soleil de la place publique comme le parti du général de Gaulle. M. Albin Chalandon nous révèle donc un secret de Polichinelle qui fut placardé sur tous les murs de nos villes et de nos campagnes. Certes, si l'U.N.R. avait décidé de jouer la comédie de sa propre dissolution, en demandant à ses membres de rejoindre les vieux partis tout en gardant leur allégeance gaulliste, elle serait devenue une association secrète et on comprendrait que M. Chalandon ait parlé en chef de bureau de renseignements à ses camarades de clandestinité. Mais même dans ce cas, réunions et discours auraient dû être tenus soigneusement cachés. Que des agents secrets se promènent dans la rue en procession derrière une pancarte qui publie leur qualité d'agents secrets, l'absurdité empêche cette bouffonnerie d'être plaisante.

On n'aura pas cependant l'insolence de conclure qu'il n'y a que non-sens dans le langage tenu par M. Chalandon, ou que le secrétaire général de l'U.N.R. manque de sérieux au point de mystifier les bonnes gens en jouant au jeu des fausses confidences L'incohérence et le fantastique de son propos montrent assez qu'il a rêvé tout haut, et comme tout le monde le sait depuis Freud rien n'est plus révélateur et plus riche de sens qu'un rêve. Agents secrets, chef clandestin, obéissance passive, acceptation héroïque du désaveu en cas d'échec, ce singulier discours incontrôlé fait une libre association d'idées et d'images, telle que M. Chalandon aurait pu l'émettre couché sur le divan du psychanalyste.

Il suffit alors d'interpréter pour enfin comprendre : mémoire intempestive, puisque le rêve brouille le passé et le présent, du temps d'avant le 13 mai où tels militants de la future U.N.R. attendaient dans l'ombre l'occasion d'en finir avec l'ancien régime, sachant bien qu'ils seraient traîtres ou héros selon l'infortune ou la fortune de leur coup d'éclat ? Ou encore, car le rêve aussi est prémonitoire, soupçon qu'il pourrait bientôt ne pas y avoir coïncidence entre les tendances de l'U.N.R. et la politique du général, et invention d'un mythe romanesque qui camoufle tout en l'avouant la prochaine et inévitable contradiction ? Ou enfin, car le rêve est confession du désir refoulé, complexe de rancune contre le prosaïsme et la platitude de la légalité, de la vie parlementaire, du jeu démocratique enfin auquel le succès condamne ironiquement les beaux chevaliers de l'U.N.R. et nostalgie mal contenue des situations extrêmes et dangereuses ? La clé des songes ne laisse que l'embaras du choix entre les

hypothèses et nous permet non sans mal de donner acte à M. Chalandon qu'il n'a pas parlé pour ne rien dire.

● **Orages sur l'Académie.**

COMME si la mort ne suffisait pas à faire des ravages dans les rangs toujours plus clairsemés de l'Académie Française, M. Pierre Benoit, dont nul n'ignore qu'il a fabriqué avec régularité et fécondité de si habiles romans d'aventure, vient d'envoyer sa démission à l'illustre compagnie, comme si l'on pouvait par libre décision cesser d'être immortel. Ce mouvement d'humeur qui ne recule pas devant l'éclat public s'explique par l'échec maintenant définitif infligé par l'Académie à M. Paul Morand, ancien diplomate et ancien homme de lettres, action noire dont M. Pierre Benoit, qui ne transige pas avec les devoirs de l'amitié, se refuserait d'être complice.

L'affaire Morand, depuis longtemps, divisait l'Académie en deux camps de jour en jour plus inconciliables, mêlant la politique et la littérature, car ceux des académiciens qui, autrefois, au temps de la maturité, eurent des faiblesses ou des complaisances pour le régime de Vichy, soutenaient avec une passion tenace la candidature de M. Paul Morand. On chuchote que l'intervention de la plus haute autorité de l'Etat n'a pas été étrangère au dénouement du conflit. Non pas que le pouvoir se soit montré indiscret ; mais il suffit sans doute que l'Académie soit informée du désir ou de la pensée de cette autorité qui, depuis Louis XIII, est sa protectrice pour qu'elle évite avec soin d'être pour le prince cause de déplaisir. Dès lors, la démission de M. Pierre Benoit n'est plus geste de vulgaire bouderie mais acte de défi, de témérité et de vaillance que la gauche antigauilliste qui crie si facilement à la tyrannie aurait dû vivement applaudir. La position de M. Pierre Benoit a cependant quelque chose d'inconfortable : l'auteur de « Pour Don Carlos » a toujours eu beaucoup de sympathie pour une solution monarchiste des problèmes qui divisent les hommes. Et le voici qui devient opposant sous prétexte que pour arbitrer une querelle de gens de lettres on aurait pris modèle en haut lieu sur les monarques protecteurs de l'Académie Française.

● **Bergson en proie à la Sorbonne.**

LES devoirs exigés par le centenaire de sa naissance ont été rendus à Bergson par un congrès de philosophie qui s'est tenu, tardive réparation, en Sorbonne. S'il y eut de beaux moments dans la séance publique d'hommages qui conclut le congrès, celui-ci fut terne presque de bout en bout, manifestant une singulière méconnaissance des grandes originalités du bergsonisme. Certaines interventions dataient étrangement, prolongeant le souvenir d'incompréhensions qu'on espérait mortes, de contestations qu'on imaginait dépassées. Il y eut des spécialistes pointilleux pour expliquer que lorsque Bergson parle d'expérience mystique, il n'entend point ce mot de mystique dans le sens technique et rigoureux que lui donne la théologie catholique. Là-dessus, M. Etienne Gilson explosa : « *Si certains ont retrouvé leur religion, dit ce maître en philosophie chrétienne, c'est grâce à Bergson plutôt qu'aux manuels de néo-thomisme et de néo-scholastique.* » Ressusciter ainsi l'admirable accent de la « Note conjointe » de Péguy, c'était en effet un bon moyen de ranimer un congrès qui croyait honorer un mort.

Crise de la gauche ?

par René REMOND

Le point d'interrogation n'est là, avouons-le, que pour déguiser l'affirmation et estomper des arêtes trop vives. Le fait ne saurait souffrir de discussion : l'absence d'une gauche organisée, son impuissance à répondre en temps utile à l'événement, ce sont des évidences sur quoi la crise de l'an dernier a jeté une lumière irréfutable. La crise de la gauche est si patente qu'elle est passée en lieu commun et qu'on se sentira bientôt obligé d'y apporter des restrictions. Aussi ne perdrons-nous pas notre temps à démontrer la réalité de la crise : il nous semble plus utile de discerner ses causes, de supputer sa durée, de songer aux remèdes.

La gauche est divisée

A l'échec de la gauche, les explications ne manquent pas. Certaines sont propres à la gauche, d'autres la dépassent largement : elle peut modifier les unes, elle doit subir les conséquences des autres. Cause propre à la gauche : sa division. Le fractionnement des forces de gauche entre plusieurs formations rivales serait le grand responsable de leur recul électoral. A vrai dire, leur division n'est pas un fait nouveau : il y a toujours eu plusieurs gauches. Les mots de gauche comme de droite se sont toujours déclinés au pluriel. La nouveauté de la situation, qui en fait aussi la gravité, est que ces divisions sont aujourd'hui insurmontables. Naguère, les diverses tendances de gauche savaient, aux moments décisifs, imposer silence à leurs rancunes, passer sur leurs divergences pour constituer un front uni. Pareil regroupement est aujourd'hui inconcevable, car les dissentiments sont infiniment plus profonds : il y va de conceptions globales incompatibles.

Du fait du communisme. Peu importe qu'au regard des penseurs il soit de droite ou de gauche : il campe sur des positions de gauche, ses électeurs auraient de toute façon voté pour une politique de gauche. On a souvent fait observer que la stérilisation de près d'un quart des électeurs cristallisés dans une opposition systématique livrait sans coup férir le pouvoir à la droite. Cette situation ne pourrait guère changer que du fait du parti communiste. Les autres forces de gauche n'y peuvent à peu près rien, si ce n'est constituer un pôle d'attraction pour les électeurs déçus par le communisme et en quête d'un point de ralliement.

Excès d'idéologie ?

Autre explication souvent avancée, d'actualité, à un moment où on annonce partout la mort des idéologies et où la dépolitisation est à l'ordre du jour : la gauche périrait

d'un excès d'idéologie. Prisonnière d'une phraséologie désuète, asservie à des modes de pensées périmées, la gauche aurait perdu le contact avec un pays épris de réalisme, soucieux d'efficacité et de rendement. N'est-il pas significatif que, depuis dix ans, le succès couronne la droite la moins doctrinaire, la plus dépourvue de pensée, la plus proche des intérêts, celle des indépendants ? Est-ce à dire que la gauche, pour retrouver une audience, doit répudier les aspirations généreuses, les vastes desseins qui ont fait sa raison d'être, de liberté, de justice, de fraternité ? Au contraire. Pas davantage, elle ne doit renoncer à penser. C'est précisément parce qu'elle a trop longtemps délaissé la réflexion et sacrifié la doctrine aux préoccupations tactiques que la gauche est aujourd'hui enfermée dans une logomachie anachronique et donne l'impression d'être atteinte de schizophrénie. Trop de partis ont oublié que la première qualité de l'homme politique comme du militant, avant le dévouement, la bonne volonté, était la lucidité ; l'intelligence aussi est une vertu. Une formation politique doit périodiquement réviser l'adaptation de ses principes d'action à la situation : c'est ce rajustement régulier qui fonda jadis la supériorité de la gauche sur une droite paralysée par la nostalgie d'un ordre de choses aboli.

Seul un effort d'analyse clairvoyante et de réflexion cohérente peut rétablir la communication entre les principes et la réalité, comme entre les partis et l'opinion.

La tentation de la démagogie

Une tentation guette la gauche : la démagogie. Aux groupes momentanément rejetés dans l'opposition, tous les moyens paraissent bons qui peuvent rouvrir la route du pouvoir : il est tentant de reprendre à son compte les méthodes qui ont si bien servi les autres. Mobiliser les intérêts, amener l'opinion contre toutes les mesures qui se prêtent à une exploitation : hier, contre la suppression de la retraite des anciens combattants, demain contre l'abolition du privilège des bouilliers de cru. Ces procédés, directement repris du poujadisme, peuvent dans l'immédiat rapporter des voix et des sièges ; à long terme, ils sont doublement ruineux : pour l'éducation politique de l'électeur et pour la gauche elle-même pour laquelle il ne saurait y avoir d'avenir en dehors d'une véritable éducation civique. Elle paie présentement le recours à de semblables pratiques. Si elle borne ses vues à la défense égoïste d'intérêts, la droite le fait aussi bien, peut-être mieux. Sa raison d'être, la seule qui peut lui ramener l'estime et la sympathie est d'inscrire dans l'action politique un plus noble projet.

Le Congo bouge

DEPUIS le 4 janvier, les Belges doutent d'eux-mêmes. Les émeutes qui éclatèrent ce jour-là à Léopoldville et qui durèrent trois jours les ont d'abord atterrés. La Belgique tout entière aimait d'un amour paternel sa province congolaise ; cette colonie sans histoire était leur fierté, seule de son genre dans un continent troublé, fiévreux, violent.

Il aura suffi de quelques scènes d'émeutes, de noirs renversant des voitures ou saccageant des édifices publics, de charges de police, de morts enfin (il y en eut plus d'une centaine), pour que le sortilège soit rompu. Le Congo, comme le reste de l'Afrique, a commencé sa marche vers l'indépendance.

Pourtant, les Belges avaient tout fait pour l'isoler et travailler à son développement en vase clos. Une sorte de paternalisme rigide y était appliqué rigoureusement. Un gouverneur général nommé par le roi dirigeait le territoire. En réalité, trois personnes tenaient entre leurs mains les destinées du Congo : le Gouverneur Général, l'Archevêque et le Président du Conseil d'Administration des mines du Katanga.

Grâce au régime « hygiénique » qu'ils avaient institué, les six millions de noirs supportaient aisément la domination de cent mille blancs.

Le niveau de vie du Congolais, et cela est à porter à l'actif de la colonisation belge, est probablement le plus élevé de toute l'Afrique noire, mais la ségrégation

la plus complète règne là-bas, une ségrégation moins violente sans doute que celle de l'Union Sud-Africaine, mais qui, comme elle, repose sur l'idée d'une infériorité du noir.

On conçoit qu'il était fatal qu'un jour l'indigène s'insurge contre la situation qui lui était faite. Un journaliste belge décrivant récemment sa vie, présentait un tableau éloquent : « L'Etat-Providence et l'Employeur-Providence veillent, avec la collaboration des missions catholiques, au bien-être matériel et moral de l'autochtone. Il est soigné gratuitement, depuis la maternité jusqu'à son lit de mort. Il est logé par son employeur ou bénéficie de prêts à la construction. Il est nourri scientifiquement. On le distrait sagement. L'employeur verse d'office une partie de sa paie à la Caisse d'épargne. Son repos est assuré par le couvre-feu des cités dans lesquelles il vit et où la présence de l'Européen n'est pas tolérée pendant la nuit. La formule de son bonheur est étudiée par des hommes de science, appliquée par des hommes d'affaires avertis qui s'emploient à lui éviter les erreurs de conduite. »

Quatre kilomètres seulement (la largeur du Congo à cet endroit), séparent Léopoldville de Brazzaville, Brazzaville la pauvre, que les fonctionnaires belges regardaient avec mépris ; mais ville où souffle la liberté. Et l'histoire de la fable s'est renouvelée, l'indigène le mieux nourri, mais au cou pelé, a regardé avec envie son frère efflanqué mais libre.

En réalité, des signes précurseurs avaient pu être décelés depuis quelques mois. Sous la pression des événements, les Belges avaient été obligés de procéder à un premier et timide essai de démocratisation. En décembre 1957, une consultation électorale eut lieu dans trois grandes agglomérations pour désigner des conseillers municipaux. Mais très peu de pouvoirs leur étaient confiés, les Européens gardaient la majorité, les bourgmestres étaient nommés par l'Administration. Et cependant l'un d'eux, M. Kasavuku, président de l'Abako, société culturelle aujourd'hui dissoute (les partis sont interdits au Congo) devait, le jour de son installation, prononcer un discours retentissant où figurait le mot « indépendance ».

Les événements se sont précipités. Et, après les émeutes de Léopoldville, le roi Baudouin a repris à son tour ce mot d'indépendance qui signifie la rupture complète avec une politique quasi-centenaire.

Des élections au suffrage universel sont maintenant prévues pour la fin de l'année. Une ébauche de Parlement sera prochainement installée. Les discriminations raciales devront disparaître.

Mais les dirigeants belges vivent des heures d'angoisse. A qui confier les rênes du pouvoir dans un pays où pas un seul noir n'a eu jusqu'ici le droit de devenir avocat ou médecin ?

L'atome coûte cher

« **A** PRESENT, il est certain qu'on ne peut plus compter qu'il se construira en Europe de centrales nucléaires à des fins commerciales », écrivait en avril dernier le *New York Herald Tribune*.

Ce jugement péremptoire sonne-t-il le glas des espoirs suscités par les premiers essais d'utilisation pacifique de l'énergie atomique ? Les projets, dont certains commençaient déjà d'être réalisés, vont-ils retourner dans leurs cartons pour une longue période ?

Sans se laisser aller au plus noir pessimisme, il faut bien reconnaître que l'enthousiasme de ces dernières

AU STADE DE L'EXPERIMENTATION

années est bien oublié. Plusieurs raisons expliquent cette crise de confiance en l'atome :

— Les problèmes posés à l'Europe par l'accroissement des besoins en énergie ne paraissent solubles que par un large recours à l'énergie nucléaire. La période de récession économique que nous venons de connaître, l'accumulation des stocks de charbon en particulier, ont bouleversé ses calculs, au point que l'on parle maintenant d'échec de la politique énergétique et d'erreurs de prévision. En France même, les importantes ressources en hydrocarbures liquides ou gazeux mises à jour en métropole et au Sahara modifient sensiblement les données du problème. Même s'il est nécessaire de faire les prévisions énergétiques sur le développement à long terme en ne tenant pas compte des fluctuations à court terme, une sorte de répit est accordé aux pays européens, qui n'auront certainement pas besoin de l'énergie nucléaire dans les prochaines années.

— Or, les centrales nucléaires ne sont pas encore au point. Faire un gros effort d'équipement maintenant, c'est avoir la certitude d'être dépassé en peu de temps. Les Américains l'ont bien compris qui, par l'accord récent entre l'Euratom et les Etats-Unis, cherchent à déplacer leur terrain d'expérience en faisant de l'Europe un grand laboratoire de l'Amérique où seraient mis à l'essai ses réacteurs nucléaires. Les Etats-Unis n'ayant pas actuellement besoin d'énergie nucléaire, il leur est plus avantageux de fournir des réacteurs bon marché que de les construire inutilement en Amérique. Ensuite, grâce aux enseignements obtenus en Europe, ils pourrônt en construire de plus perfectionnés le jour où cela sera nécessaire.

— Mais les industriels européens sont très réticents. Pourquoi se lanceraient-ils dans une grande politique d'investissements alors que l'énergie conventionnelle suffit encore, alors aussi que la rentabilité des centrales nucléaires est très insuffisante ? Les évaluations du coût de l'énergie atomique sont évidemment très variables. Elles vont, d'après les Américains eux-mêmes, de 1 franc à 15 francs 80 le kilowatt-heure ! De plus, il faut, pour qu'elles soient rentables du point de vue économique, que ces centrales aient une durée d'au moins vingt ans. Or personne ne sait, à l'heure actuelle, si des installations nucléaires peuvent fonctionner pendant une période aussi longue. Enfin, l'utilisation de l'énergie atomique est relativement limitée. Ne permettant que la production d'électricité, elle ne pourra servir que pour satisfaire des besoins constants ; pour les « pointes » de la consommation, il faudra recourir principalement à l'énergie hydraulique.

Tous ces éléments expliquent la réserve, pour ne pas dire plus, des milieux économiques comme des pouvoirs publics. Tout le monde, en Europe, est certes persuadé de la nécessité de préparer le passage à cette source nouvelle d'énergie, les recherches doivent se poursuivre et même s'amplifier mais la production industrielle est encore prématurée. Les gouvernements européens ne peuvent pas se permettre d'offrir à leurs populations le luxe de l'électricité atomique. Bien sage attitude, car vouloir brûler les étapes dans la course au progrès, c'est se préparer de grandes déceptions.

« L'âge nucléaire n'est pas encore commencé ». Cette conclusion du récent ouvrage de MM. Teller et Latter (1) ne peut que confirmer industriels et gouvernants dans leur attitude. Ces deux savants, qui jouèrent un rôle important dans la préparation de la bombe « H » croient eux aussi en l'utilisation pacifique des découvertes nucléaires. Mais, précisent-ils : « Le noyau atomique a envahi la politique comme une promesse et une menace, pas encore comme une donnée constructive... Mais quand nous saurons manier à peu de frais nos réacteurs nucléaires, nous nous trouverons à même d'obtenir de l'énergie à un prix raisonnable n'importe où sur la terre. »

(1) « Notre avenir nucléaire », par E. Teller et A.-L. Latter, Tribune Libre, Plon éditeur.

Vers un travaillisme européen ?

AU moment où se réunissait à Paris le premier congrès européen du Travail, un nouveau gouvernement se constituait en Hollande. Le rapprochement peut paraître bizarre, mais il est symbolique. Depuis ce jour, pour la première fois depuis la guerre, les socialistes sont passés à l'opposition dans tous les pays de la petite Europe.

Sans doute, les socialistes ne représentent-ils qu'une simple fraction de ce travaillisme européen que s'efforcent de rassembler les animateurs de ce congrès. Il suffisait d'ailleurs de consulter la liste des participants pour le constater, et cela se vérifiait pour chacune des six délégations.

Les syndicalistes, en effet, y côtoyaient les hommes politiques, ce qui constituait déjà un succès à une heure où, comme devait le reconnaître le rapporteur du congrès, M. André Philip : « La gauche de l'Europe est aujourd'hui partout profondément divisée », d'autant plus que toutes les tendances étaient représentées. C'est ainsi que pour la France, il y avait, du côté des syndicats, des dirigeants de la C.G.T.-F.O., de la C.F.T.C. et des syndicats d'enseignants. Du côté des partis politiques, la diversité était encore plus grande, puisque du M.R.P. aux socialistes autonomes et à l'U.G.S., toutes les formations étaient représentées.

Une même préoccupation réunissait tous les participants de ce congrès de personnalités (on y notait la présence de MM. Pineau, Teitgen, Bouladoux, Marjolin et même M. Hirsch, président de l'Euratom) : l'Europe est en train de se construire mais cette Europe risque bien d'être conservatrice.

Les travailleurs n'ont pas encore réussi à mener une action d'ensemble tandis que le capitalisme sait, lui, s'organiser, que les expériences pseudo-libérales se multiplient et que les égoïsmes nationaux reprennent peu à peu le dessus, comme viennent de le montrer les récents développements de la crise charbonnière. « La construction européenne, devait affirmer avec force le rapporteur, est aujourd'hui menacée par la puissance du capital ».

Or, il s'agit de bâtir une Europe qui soit pleinement démocratique, où la production soit organisée au service de tous les producteurs et consommateurs. Il est donc temps de se ressaisir.

Après ce congrès, il reste à chacun à décider s'il accepte de négliger des contestations nationales, souvent mineures, pour participer à une action commune. C'est à ce prix que pourra naître un jour un véritable travaillisme européen.

L'INDE GÉANT D'ARGILE

ENFANT chérie des Nations-Unies, l'Inde a su depuis quinze ans créer autour d'elle un « mythe » dont Georges Le Brun Keris montre qu'il est une véritable mystification. Mais on ne sauve pas une nation, un peuple par une mystification, et à la menace communiste quels obstacles l'Inde peut-elle opposer ? Sa spiritualité et ses structures sociales et économiques la laissent sans défense. L'avenir de l'Inde ne dépend-il pas en définitive de l'évolution des rapports entre la Chine et la Russie ?

LE Tibet asservi, le Dalai Lama fuyant sur les pistes, et puis M. Nehru cachant sa déroute et son embaras sous de grands mots vagues : ce film douloureux du printemps 1959 aura du moins démystifié le mythe indien. M. Nehru est apparu avec son visage de faux semblant et de pauvre astuce. Même à l'aveuglement américain, la faiblesse et l'inconsistance indienne sont évidentes à présent.

Le bluff indien

Le bluff indien aura pesé très lourd sur ces dernières années. L'Inde était l'enfant chérie des Nations Unies. Son nationalisme satisfait mué d'un seul coup en impérialisme, l'Inde voulut s'affirmer « grande puissance ». Elle dut pourtant « en rabattre » le jour où l'effondrement de Tchang Kaï Chek marqua l'avènement du véritable « grand » de l'Asie. Elle continua pourtant d'affirmer son ambition. Et pourtant l'Inde ne pouvait être une vraie puissance. Son handicap économique est trop flagrant. Ses ressources certaines sont rares : dans le Sud, du minerai de fer de bonne qualité, mais peu abondant, quelques gisements de charbon. C'est presque tout. Avec une population six fois plus nombreuse que la France, son industrie sidérurgique est à peine le huitième de la nôtre. Surtout l'Inde n'a pas de débouchés. Sa population est trop misérable pour constituer un marché intérieur. L'Inde ne peut, non plus, trouver de débouchés extérieurs ; malgré des salaires de famine, ses prix de revient sont trop élevés. Dans une entreprise indienne, le poste « matières premières » est de 60 % plus haut qu'en Europe, et le poste « main-d'œuvre » de 30 à 40 %. Le tableau agricole est aussi sombre.

Tristes étendues du Deccan que j'ai lentement parcourues, avec leurs pauvres champs de mil, et ces villages si misérables que nul n'y sourit. Un peuple sans épaules et sans hanches osait à peine me regarder... Vieille terre jamais engraisée et que le paysan écorche à peine. Jamais engraisé... le troupeau considérable des Indes ne sert qu'à ravager les maigres champs. Les bouses sont soigneusement séchées en galettes, comme combustible. Et obstinément, le paysan gratte la terre : l'usurier et le propriétaire sont là pour lui arracher tout le bénéfice. La situation de l'Inde est exactement celle de la Chine du Kuomintang : une réforme agraire s'impose que le parti au pouvoir se refuse à effectuer. On échafaude des plans, on élabore des textes : la propriété reste la même, l'agriculture demeure archaïque.

Tchang Kaï Chek en a perdu son empire...

Patenôtres impérialistes

D'autant plus odieux, le mythe indien, qu'il revêtait un aspect de mystification spirituelle. L'Inde, contre le droit des gens, contre plusieurs décisions de l'O.N.U. s'est emparée du Cachemire tout en prononçant des paroles de paix. Champion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle s'est annexée les établissements français contre la volonté des populations. Ces conquêtes rapaces, elle les a commises en récitant les versets les plus émouvants des Védas. Elle a commis ses violences en rendant hommage à Gandhi. Dans *Vinoba ou le Nouveau Pèlerinage*, Lanza del Vasto, témoin non suspect, a stigmatisé cette escroquerie morale. Déjà la figure de Gandhi était complexe : ascète et politicien radical, à la fois mystique et roublard. Léger, dans *La Révolution de l'Orient* en trace assez bien le portrait : « C'est une personnalité fort difficile à décrire que celle de Gandhi, un homme de bonne volonté, un autodidacte buté, un ascète toujours prêt à s'infliger les plus rudes sacrifices, un chicaneau de village, un casuiste scrupuleux, un homme dénué de toute sensibilité à l'égard des siens, un idéaliste qui croit très sincèrement travailler à la réforme morale de ses adversaires dans le moment même où, s'opposant à leurs desseins, il les excite aux derniers excès » (1). Le vrai génie de Gandhi fut de faire avec toutes les faiblesses et même les lâchetés de l'Inde, une force : la passivité du peuple muée en infrangible non-violence, mobilisant au surplus, en prestigieux *Public Relations*, une spiritualité millénaire comme instrument de propagande. L'astuce sans l'ascétisme, la manœuvre sans la mystique : nous avons Nehru. Mais ce disciple abusif a trompé le monde. Socialiste pour les marxistes, spirituel pour les chrétiens, il s'est rendu propices toutes les forces de gauche tout en pratiquant le plus classique impérialisme. Le mythe a tenu quinze ans.

Et l'expansionnisme de l'Inde se poursuit. A peine indépendante, elle avait laissé voir ses ambitions coloniales quand, à l'O.N.U., elle avait prétendu être partie contractante au traité de tutelle sur le Tanganyika. Aujourd'hui, après avoir submergé l'île Maurice, elle

s'insère sur toutes les rives de l'Océan, auquel on a donné son nom : « Nous nous trouvons là, écrit Pierre Rondot (2), devant un phénomène rarement signalé, mais d'une importance extrême : l'Océan dit indien est en train de mériter réellement son nom traditionnel, car sur toutes ses îles et sur toutes ses côtes se multiplient les colonies issues de la péninsule. De même que voici trois ou quatre siècles, marins et marchands d'Europe fondaient, du Cap Nègre à Gorée, ces comptoirs par lesquels se préparaient, indiscernables encore, des prises de positions politiques, les commerçants indo-pakistanaïss apparaissent, sur la frange orientale de l'Afrique, comme les pionniers de quelque néo-colonialisme de demain. A coup sûr, il convient de le souligner avec force, il s'agit là d'un des faits majeurs du tournant de ce siècle ».

Cartes et misère

On ne sauve pas un peuple par une mystification. Depuis que l'Inde se trouve sous la menace directe du communisme, on s'en aperçoit. Car dans le subcontinent la menace est directe. Le communisme est à pied d'œuvre entre les frontières. Déjà l'Etat, de tous le plus évolué, le Kerala, s'est doté d'un gouvernement communiste. La fraction indienne du Bengale semble bien n'avoir évité le sien que grâce à la fraude électorale. Mais surtout rien ne protège plus l'Inde de ses trop puissants voisins soviétiques. Le Népal leur est asservi, comme le Tibet, et la frontière du Népal n'est qu'à soixante kilomètres du Tibet. Le Cachemire arraché par force et par ruse au Pakistan n'est qu'une vulnérabilité de plus. Que la Chine et la Russie le veuillent, et le Géant tout entier d'argile s'écroule.

Il n'offrira aucune résistance. Sa trop grande misère l'en empêche. Une misère si intense que, dans l'immédiat, elle le protège contre toute révolte sociale. L'humanité indienne est en dessous de l'étiage où se tentent les révolutions. Son changement de régime lui viendra soit d'en haut, soit du dehors. Les foules de Calcutta ne prendront pas d'assaut les usines Tata. Elles sont engluées dans leur abjection. Sur ces foules, sur ces grandes villes de l'Inde, Levi-Strauss a une page singulière et expressive (3) : « Les grandes villes de l'Inde sont une zone ; mais ce dont nous avons honte, comme d'une tare, ce que nous considérons comme un lépre, constitue ici le fait urbain réduit à son expression dernière : l'agglomération d'individus dont la raison est de s'agglomérer par millions, quelles que puissent être les conditions réelles. Ordures, désordre, promiscuité, frôlements ; ruines, cabanes, boue, immondiçes ; humeur, fiente, urine, pus, sécrétions, suintements : tout ce contre quoi la vie urbaine nous paraît être la défense organisée, tout ce que nous haïssons, tout ce dont nous nous garantissons à très haut prix, tous ces sous-produits de la cohabitation, ici, ne deviennent jamais sa limite. Ils forment plutôt le milieu naturel dont la ville a besoin pour prospérer. A chaque individu, la rue, sente ou venelle, fournit un chez soi où il s'assied, où il dort, où il ramasse sa nourriture à même une gluante ordure.

Loin de le repousser, elle acquiert une sorte de statut domestique du seul fait d'avoir été exsudée, excrétée, piétinée et maniée par tant d'hommes. » Non, le Job indien se gratte de son tesson : il ne se lèvera pas du fumier.

Job ne se révolte pas. Il ne défendra pas son fumier non plus. Le communisme roulera sur lui, le mobilisera pour des défilés, des hymnes. Il n'entamera pas sa misère et lui-même ne lui résistera plus. Le Job indien ne jouera sûrement aucun rôle vrai dans sa propre révolution.

Rues de Bombay, rues de Madras. La misère ici n'a même pas de toit. Des privilégiés couchent à trente par pièce dans certains immeubles. La masse couche à même les trottoirs. Pour rentrer à mon hôtel, j'enjambais ces paquets de haillons d'où sort un bras ou une jambe squelettiques. Et plus nombreux encore que les hommes, grouillent les rats.

Et Lazare est toujours devant la porte du Mauvais Riche. Des palais d'un goût douteux, mais opulents, bordent les trottoirs de la faim. Sur la chaussée roulent des automobiles américaines, de toutes les couleurs de l'argent vite gagné : rouge vif, vert aigu, opéra ou tango. La richesse s'étale avec obscénité. C'est un exhibitionnisme.

Je ne parle même pas des maharajahs, ces souverains parvenus aux dynasties vieilles d'un siècle, mais de cette aristocratie des B.O.F. qu'a libérée le départ des Anglais. L'un d'eux m'a invité. Sa maison, dans un parc embaumé de jasmin dominait la ville et la mer. Malheureusement, je dus quitter cette vue et ce parc pour « admirer » l'intérieur de mon hôte. Des coussins flurlants, un bric à brac étrange de rocaïlle surdorée et d'Empire tout en bronze, mais surtout, peintes à la fresque, des théories de femmes nues.

Dehors, l'interminable armée des meurt-la-faim. Et ensuite je retrouvais le luxe de mon hôtel où j'ai fait scandale en n'acceptant pas un valet de chambre particulier. Mais sous ma fenêtre, dormaient les libres citoyens indiens, à même la terre, mêlés aux rats...

Le système des castes accentue cette misère. Il lui donne un caractère inexorable. Soixante pour cent des Indes — les intouchables — naissent pour la faim. Sans doute Gandhi et quelques « gourous » se sont apitoyés — modérément — sur le sort des intouchables. A ceux-ci, on a, paraît-il, ouvert les temples. Ils ne s'y risquent pas (peut-être préféreraient-ils avoir accès au puits du village, et que, pour eux, la saison sèche ne soit pas le supplice de la soif ?). D'ailleurs, que signifie cette pancarte à la porte du temple de Çirangam : « Nul ne peut entrer ici qu'avec son insigne de caste » (4). Le dimanche, j'allais à la messe. Les castés étaient sur des bancs, les intouchables assis par terre. Encore heureux qu'on n'ait pas divisé l'église en deux par un mur. Ainsi fit-on naguère. L'évêque ordonna d'abattre le mur. Les fidèles ont cessé de fréquenter ce sanctuaire.

Et malgré de belles protestations à l'O.N.U., le gouvernement perpétue le système des castes en constituant

LIN BLANC... PROBITE CANDIDE...

les intouchables en électorat séparé. La politique, d'ailleurs, demeure « dominée par les rivalités de castes. Les candidats des différents partis aux élections sont choisis parmi la caste dominante de leur circonscription. Même les communistes au Kerala ont dû tenir compte de ce facteur pour les dernières élections de 1957 » (5).

Soixante pour cent de misérables parmi les misérables, c'est beaucoup pour un pays aux rives de l'océan communiste.

Dans la mesure où la révolution ne sera pas simple invasion par la Chine ou par la Russie, elle se fera, non par la révolte, mais par une lente submersion interne. Aux Indes, comme ailleurs, les communistes pratiquent la stratégie du Front National. Le président du Kerala l'a dit expressément : « Gagner l'Inde province par province n'est pas un objectif essentiel. Notre objectif réel est de parvenir à une vaste entente avec le parti du Congrès et avec le parti socialiste. Nous

essaierons de les amener à modifier leur programme et leur politique pour les adapter aux nôtres... » (6).

Aristocrates du divin

A cette progression communiste, l'Inde peut-elle opposer des obstacles ? Nous savons déjà que si sa misère la rend inapte à la rébellion, elle la prépare à subir dans la passivité, dans l'indifférence, tous les régimes. Mais la spiritualité indienne, cette spiritualité que Romain Rolland a popularisée chez nous, qui, en France même, trouble beaucoup de consciences mais aussi captive bien des snobismes, la spiritualité indienne peut-elle être un obstacle au communisme ?

Peut-il être un obstacle cet ascète qu'un jour j'ai vu assis à la porte d'un temple et qu'épouillait un petit singe ?

Ah ! méditez, ascètes de l'Inde, approfondissez votre belle petite âme. Que faites-vous pour vos frères qui meurent de faim à votre porte ? Chez vous, je l'ai compris : une spiritualité qui ne débouche pas en charité et en miséricorde n'est qu'une forme élégante d'égoïsme matérialiste, pis encore, un onanisme spirituel. Allez, grattez vos belles petites âmes.

Je ne la nie pas, la flamme qui vous anime. La spiritualité de l'Inde, je l'ai éprouvée comme une tentation. C'était à Tandjore. La beauté du temple m'avait ému. La profusion de ses sculptures n'en altère pas l'équilibre. Dans sa luxuriance délirante, il atteint, si rigoureuse est sa pyramide sans ombre, la pureté d'un Parthénon. Ainsi préparé, je pénétrai dans la bibliothèque du palais des anciens maharajahs. Une salle basse, tout en longueur. De rares fenêtres grillagées. Y régnait une pénombre sous-marine. La qualité du silence impressionnait, si absolu que le frôlement d'un tissu, le grincement d'une plume suffisait à le souligner. Et l'odeur... une odeur religieuse, l'odeur des chambres d'aïeules qu'on n'habite plus depuis cent ans, l'odeur des églises quand, longtemps après l'office, l'encens s'est presque dissipé. Accroupis à des pupitres bas, des jeunes gens aux cheveux longs, aux yeux trop grands déchiffraient des textes millénaires écrits à la main sur des palmes. Vraiment ici soufflait l'Esprit.

Elite bienheureuse, aristocrates du divin ! Hélas ! Aux portes mêmes de ce palais la foule croupit dans le paganisme. Le paganisme ! Avant de venir je n'avais pas compris ce qu'il était. C'est dans un des anciens établissements français, à Karikal, que j'en eus la révélation. Un soir, je me promenais dans le bazar. A la lueur des lampes à huile, chaque échoppe avec ses bijoux, ses piles de saris luisants, ses plumes ou ses pyramides de pétales, était un Rembrandt. Atmosphère de mystère et presque de religion. Des lueurs flottaient dans l'ombre : long pagne blanc des indigènes et parfois l'éclat de leurs dents. Cette foule d'hommes pieds nus était absolument silencieuse : seul, parfois, le grincement d'une charrette étroite traînée par une vache — ses cornes en forme de lyre bouclées de cuivre. Au détour du bazar, un petit pagodon, sorte de chapelle votive : le dieu à

face d'éléphant, Gamesh, semblait à la lueur d'une lampe, gesticuler de ses six bras. Devant lui le symbole phallique de Çiva. Et ces figures grotesques ou obscènes, un homme les adorait. Un brahmane au teint clair, nu jusqu'à la taille, se conciliait le dieu obèse.

Polyeucte, j'ai désiré briser ces idoles ! Tu me paraissais jusqu'alors un fanatique de mauvais goût. Ce jour-là, je t'ai compris. Au-delà de toutes les Renaissances, un Christianisme élémentaire gisait en moi que j'ignorais.

La mosquée était ouverte : elle me fut un refuge. Du moins n'y verrais-je pas ces dieux oppressifs qui ravalent l'homme à la terre. Il est bien pollué pourtant, l'Islam des Indes. C'était l'Aïd el Khébir. Une foule, mêlée de femmes, se perdait dans le sanctuaire pour vénérer les pantoufles de je ne sais quel marabout. Islam paganisé, équivoque même : dans une des cours, des jeunes femmes dévoilées, fardées, parées de bijoux énormes, dansaient. Déhanchement, désarticulation du cou, ondulation lascive des reins : je retrouvais le style tant de fois admiré dans les oasis du sud-algérien. Mais ici les danseuses sont un peu maigres. Elles ont des mouvements trop secs. Et puis, quelles grandes mains ! Peut-être après tout est-ce innocent et ne devrais-je pas éprouver un malaise... Ces femmes sont de jeunes hommes.

Malgré cette équivoque, la mosquée m'est un repos. Je monte sur sa terrasse. Toute la nuit tropicale se déroule au-dessus de moi : troupeau immense des étoiles que vers l'horizon la Croix du Sud semble guider. A la profusion des étoiles répond sur la terre, la profusion végétale. Ses effluves montent autour de moi : odeur des rizières, un peu sucrée, parfums des innombrables jasmins, grands comme des chênes, et des frangipaniers dont transluisent les fleurs blanches, senteur surtout de cette terre abondante et gorgée d'eau.

Oserai-je l'avouer ? Je me sens presque plus à mon aise dans cette mosquée qu'à l'église. A l'église, les saints hautement peinturlurés ressemblent trop aux génies multicolores qui gardent les champs dans les campagnes et à ce bric-à-brac des temples d'où nos chevaux de bois tirent, paraît-il, leur origine (ils sont en tout cas de même esthétique).

Pour l'Hindouisme, son incapacité de s'opposer au communisme tient en grande partie à ce fait bien exposé par Masson-Oursel, et qui suffit à expliquer son absence de charité, cette religion n'a pas de morale. « Une des caractéristiques foncières de l'hindouisme, c'est son indigence en « morale » par rapport à son héroïsme surhumain en ascèse (il faudrait dire en ascétisme). Il y a les mœurs canoniques des castes : autant de castes, autant de *dharma*s. Il y a les vocations inspiratrices des sectes. Jamais d'impératif catégorique valable pour tous. Un chaos humain plus encore qu'une mixture » (7). Voilà ce que d'instinct j'avais senti dans la bibliothèque de Tandjore.

Des prescriptions au lieu d'une morale. C'est pourquoi sans doute, la classe la plus touchée par le communisme est celle des brahmanes : comme elle est plus asservie que les autres aux rites et aux interdits, ses

membres aspirent à s'en libérer (8) : Outre que c'est un phénomène constant que dans les pays sous-développés le communisme se développe d'abord dans les classes relativement favorisées.

Par un paradoxe, la religion hindoue qui, par les castes, donne son cadre à la vie sociale et la sclérose en même temps est désincarnée. Seul subsiste et seul compte l'univers intérieur. Une fois de plus je m'explique mon émotion dans la bibliothèque de Tandjore.

Vie intérieure comme excessive et cadre social étroit : « l'individu indien n'a d'existence que dans sa caste et par sa caste ; hors d'elle il est perdu, il n'est plus un homme mais un déchet social qui n'existe pour personne » (9). Un tel homme est bien près de celui qui n'existe que par le parti.

La caste a aboli cet autre élément de résistance possible au communisme : la nationalité. L'Inde enfiévrée de nationalisme puis d'impérialisme n'est pas vraiment une nation. « Quelle unité véritable, s'interroge Fosco Mariani, peuvent bien avoir quatre cents millions d'individus, de religion, de culture, de race souvent incroyablement différentes ? L'Inde, dont l'aspect géographique est si bien équilibré, n'a pas, humainement parlant, la moindre structure organique. L'idée même de l'Inde est chose relativement neuve pour la grande majorité des gens (10)... » Et Madeleine Biardeau constate : « Il est probable qu'à l'heure actuelle la conscience nationale de l'Indien ne recouvre pas tout ce que recouvre la nôtre : il se sent sûrement Indien vis-à-vis de l'étranger ; mais s'il change de province il n'est déjà plus dans son pays » (11). Si l'Inde est encore si peu une nation, c'est que selon le mot profond d'Elie Faure (12) elle n'a pas d'histoire. Elie Faure résume en une seule phrase tout l'enseignement du Père Wath (13). Masson Oursel en fournit l'explication : « L'horizon des individus est clos dans le devoir de caste et la prolifération illimitée des castes interdit, même aux souverains, qui ne sont en droit que des nobles et qui furent souvent des esclaves, toute action gouvernementale. Aucune possibilité d'opinion publique. Un régime préjugé parfait, éternel, absolu et respecté comme tel dans des groupements dont chacun est fixé dans sa loi propre ; le devoir de caste (svadharma), c'est de l'ordre, mais inconscient faute de toute critique, de toute initiative, comme celui qui règne chez les abeilles et les fourmis. »

La spiritualité et les structures de l'Inde la laissent aujourd'hui sans défense.

Adieu, Holicott !

Certains se rassureront : « Les Anglais sont là, diront-ils. Ils ne sont partis que pour mieux rester. Gouvernant l'Inde de façon occulte, ils la maintiennent. » Langage certes, de plus en plus difficile à soutenir avec les années. Il conserve une part de vrai, en ce sens que l'appartenance au Commonwealth préserve l'Inde contre une attaque extérieure. Elle ne peut être envahie sans que risque de se déclencher cette guerre mondiale que

l'U.R.S.S. voudrait éviter. Ce n'est pas la moindre raison pour la Russie et la Chine de ne pas envahir le subcontinent. Mais cette proposition est fautive si par elle on veut entendre que l'Angleterre fournit encore un encadrement à la masse indienne. Car les Anglais sont vraiment partis. Ils n'ont guère laissé de trace que le jeu de cricquet et la mauvaise cuisine des hôtels.

En ont-ils conscience les Holicott vieillies que j'ai rencontrés dans tous les hôtels de montagne ? Dans ces bungalows discrets et luxueux ils se restituaient à eux-mêmes, l'Angleterre : ils en recréaient l'atmosphère (oh ! la fausse cheminée avec sa grille de faux charbon !). Ces fantômes s'habillaient le soir — smokings coupe 1930, robes longues d'âge indéfinissable. Ils se jouaient à eux-mêmes la comédie de l'Angleterre victorienne (rule Britannia, rule the waves) plus profondément défunte d'être ainsi par eux momifiée.

Une « coexistence pacifique »

Et dès lors une question se pose : si l'Inde si menacée se trouvait être, ce qu'à Dieu ne plaise, submergée par le marxisme, que deviendrait-elle et que deviendrait-il ? Je serais tenté de répondre : rien. Marxisme et hindouisme coexisteraient, parallèles et relativement pacifiques. Le communisme peut, pour atteindre le pouvoir, critiquer le système des castes. Au gouvernement, il le tolérera comme un moyen provisoire. Concédant cette sociologie, il tolérera une religion qui ne s'incarne pas vraiment. Il limitera son offensive aux aspects de l'hindouisme par trop contraires à la production. Il en tolérera les mœurs.

Le christianisme et le bouddhisme sont sourdement persécutés parce qu'ils entament les castes. Le communisme acceptera celles-ci comme un moyen, parmi d'autres. L'Hindouisme ne pénétrera pas davantage le marxisme. L'idéalisme absolu de l'un, le matérialisme total de l'autre graviteront parallèles comme des planètes que sépare tout un espace sidéral. La Russie d'abord, la Chine ensuite élaborent des marxismes à leur ressemblance. L'Inde le laissera glisser sur elle. Il demeurera, elle persistera.

Mais une telle heure viendra-t-elle ? En dépit de pénétrations occultes ou visibles, l'Inde reste quand même épargnée. Pour combien de temps ? Ce n'est pas d'elle que nous viendra la réponse. Sans doute la Russie comme la Chine hésitent-elles, en crainte d'une guerre mondiale qu'elles croient inévitable, à heurter de front un membre du Commonwealth. Nous l'avons déjà dit. Sans doute, encore, le neutralisme indien leur rend-il d'appréciables services. Il influence la naïveté américaine. Il paralyse une Grande-Bretagne qu'hypnotise un Commonwealth illusoire. Le Foreign Office boitille entre des intérêts contradictoires.

Et puis ce neutralisme est exemplaire à presque tout le tiers du monde sous-développé. L'expansion indienne évite aux Soviétiques des conquêtes futures. La diaspora indienne qui s'amorce pourra rendre un jour les mêmes services que la diaspora chinoise. Mais beaucoup plus,

la rivalité sino-russe héritée des tsars et des empereurs mandchous, garantit l'Inde des submersions. L'U.R.S.S. déjà n'apprécie guère l'invasion du Tibet par la Chine. Ni Khrouchtchev, ni Mao Tse-Tung ne veulent mutuellement se voir à Delhi. Le secret de l'Inde, comme le secret du monde, réside dans les rapports entre Moscou et Pékin.

Vers Dieu, quand même...

Qu'ils s'entendent pour cette conquête et rien *temporellement* ne s'oppose à la brutale chute de l'Inde. Le subcontinent délabré s'effritera comme une termitière. Pourtant, par-delà l'équilibre interne du bloc sino-soviétique demeure un espoir, cette spiritualité même de l'Inde dont à l'instant nous venons cependant d'écrire qu'elle n'était qu'un leurre. Et *temporellement*, pour reprendre ce mot, elle n'est rien d'autre. Dans beau-

coup d'âmes, elle n'est que paganisme, dans certaines qu'un onanisme supérieur. Dans d'autres pourtant, et il ne fallait que dix justes pour sauver Sodome, elle est quand même ivresse de Dieu. Ce subcontinent, misérable et buté, quand même possède une âme. La spiritualité indienne n'est pas un obstacle intellectuel à la propagation marxiste, mais la prière malgré tout vraie des foules, mais le goût de Dieu chez certains ascètes. Un temple croulant est toujours un temple. L'église désaffectée où on a parqué les bestiaux prie encore de tous ses arcs et de ses cloches. Ici le mystère de Dieu prime sur le mystère du créé (14). L'Hindouisme n'apporte aucune structure temporelle ou intellectuelle de résistance, mais plus que les Himalayas sa prière élève une barrière peut-être infranchissable.

Inde pourrissante de misère excessive, Inde archaïque et sclérosée, Inde vaniteuse, et sans charité, mais quand même Inde ivre de Dieu.

Georges LE BRUN KERIS.

L'Inde cette Grèce excessive

L'Inde a été la Grèce de l'Asie. Elle a été pour l'Orient ce que la Grèce fut pour l'Occident, pour nous. C'est-à-dire l'origine de tous les mouvements d'idées, de toutes les influences artistiques et poétiques qui ont déterminé pendant des millénaires et déterminent encore, en partie, la vie spirituelle de millions d'hommes. Mais la Grèce n'a pas fourni à la civilisation occidentale la religion qui devait devenir sa vie, alors que le bouddhisme a donné à l'Asie sa plus grandiose impulsion civilisatrice.

A propos de ce parallèle, et pour souligner la différence des deux civilisations, je rappellerai le mot de Grousset : « L'Inde, cette Grèce excessive... » En Grèce, tout tend à l'harmonie. Le Parthénon est un symbole pour les arts. Le Phédon ou le système de Ptolémée peut l'être pour la pensée. Même la mathématique et la géométrie grecques aimèrent la mesure et l'unité, fuyant comme une sorte de péché de l'intelligence les recherches menant à l'infinimental ou à l'infini.

Tournons-nous au contraire vers l'Inde, cette « Grèce excessive ». Tout y est immo-déré, gigantesque, fourmillant, sublime, épouvantable. L'Iliade et l'Odyssée s'y trouvent, mais comme de véritables continents poétiques : le Mahabharata et le Ramayana avec leurs dizaines de milliers de vers. L'architecture conduit à Tandjore, jungle de pierre ; la peinture aux grottes d'Ajanta ; la sculpture au symbolisme fantastique de l'art hindouiste ; la philosophie approfondit des univers subjectifs avec une paisible folie ; la mathématique elle-même subit une séduction spéciale devant l'infiniment grand et l'infiniment petit. Dans l'Inde, on sait parfois d'où l'on part, le point d'arrivée est bien imprévisible. Alors qu'en Grèce le monde est toujours ramené à la mesure de l'homme — on peut dire que le Grec tend à faire du cosmos une maison, un lieu chaud, accueillant, concevable et raisonnable — dans l'Inde c'est l'homme qui cherche à s'égalier à la fantasmagorie des univers en fuite, au-delà des horizons mêmes de l'esprit, vers les autres horizons, pleins de mystères et de pouvoirs ignorés de notre subconscient.

Fosco Maraini, « Tibet secret », pp. 35-36.

(1) F. LEGER - La révolution de l'Orient, p. 70.

(2) P. RONDOT - Les Ismaéliens et l'Islamisation de l'Afrique, p. 81.

(3) LEVI STRAUSS - Tristes Tropiques, p. 133.

(4) « Ceux qui consentent à admettre les Auridjans instaurent une nouvelle catégorie de parias en interdisant l'accès du temple aux non-hindous, témoin cet écriteau en Tamoul suspendu à la porte d'un des plus célèbres temples du Sud : « L'accès du temple est interdit aux chrétiens, aux musulmans et aux chiens ». Madeleine Biarreau, op. cit., p. 67.

(5) Madeleine BIARDEAU, op. cit., p. 68.

(6) Cité par René GRANDCHAMP - Revue militaire d'information - Mai 1958, p. 44.

(7) MASSON-OURSEL - Le Yoga, pp. 15-16.

(8) Au Kerala, le parti communiste se recrute notamment parmi les brahmanes Namburi et les Nagar, deux castes réputées pour leur orthodoxie ; l'actuel chef du cabinet communiste est un Namburi. (cf. Madeleine BIARDEAU, op. cit., p. 100.)

(9) Madeleine BIARDEAU, op. cit., p. 65.

(10) FOSCO MARIANI, Tibet secret, p. 32.

(11) Madeleine BIARDEAU, op. cit., p. 28.

(12) Elie FAURE, D'autres terres en vue, p. 111.

(13) WATH, Histoire de l'Inde.

(14) Mouchanin et le Saux. Ermites du Saccidananda, p. 28.

Occidentaux et Soviétiques en compétition :

. AVEC

L'AIDE AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

RAYMOND ARON

ANDRE PHILIP

MAURICE SCHUMANN

L'AIDE aux pays insuffisamment développés constitue un des aspects essentiels du défi économique de M. Khrouchtchev au monde occidental. Dans le cadre de l'actuelle coexistence, l'Occident est-il en mesure de bien se placer dans la compétition pacifique qui l'oppose à l'Union Soviétique sur les plans politique et économique ? Pourra-t-il et saura-t-il aider le tiers monde et l'empêcher d'être victime de la vaste manœuvre d'enveloppement du Kremlin ? L'enjeu est d'importance. Raymond Aron, André Philip, Maurice Schumann examinent quelles sont les conditions et les méthodes les meilleures de coopération avec les pays sous-développés.

ANDRE PHILIP

JE voudrais poser le problème comme je le vois à l'heure présente. Au cours des dernières années, la croissance économique s'est ralentie aux États-Unis, s'est à peu près arrêtée en Grande-Bretagne, s'est poursuivie rapidement dans l'ensemble de l'Occident européen et nous sommes maintenant, pour notre part, entrés dans une période de récession. Pendant ce temps, en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, la croissance économique continue à un rythme supérieur au nôtre. Je sais bien qu'il ne faut pas comparer continuellement des taux de croissance et que si deux fois deux font quatre, deux fois dix font vingt. Mais l'U.R.S.S. est maintenant sortie de la période d'accumulation de capital, elle est un pays industrialisé et elle poursuit son rythme de croissance à une rapidité plus grande que la nôtre. Je crois, en ce sens, qu'il y a un défi réel, dangereux. Si l'Occident ne parvient pas, en particulier par l'union de l'Europe, à avoir une politique de croissance équilibrée, dépassant 6 ou 7 % par an et consacrant comme je l'ai déjà dit une partie à l'amélioration du niveau de vie de sa population et l'autre à l'aide aux pays sous-développés, je crains fort qu'à la simple comparaison des taux de croissance, cette moitié du monde que constitue un milliard et demi d'hommes « sous-développés » ne s'oriente petit à petit vers ce qui leur apparaîtra techniquement comme ayant le plus de succès et leur accordant le plus de promesses.

Si maintenant nous regardons ce que les uns et les autres peuvent faire pour les pays sous-développés, je serais peut-être plus optimiste. L'expérience des dernières années a montré que l'U.R.S.S. fait surtout des promesses et que lorsqu'il s'agit de tenir (la Birmanie, l'Égypte et la Turquie en ont fait l'expérience), on a

quelques sérieuses déconvenues. La Tchécoslovaquie est peut-être de tous les pays de l'Est celui qui tient le mieux ses engagements au point de vue délai de livraison et au point de vue qualité de produits. Je crois, par ailleurs, que la Russie, éprouvant de plus en plus de difficultés à coloniser l'Europe de l'Est à laquelle elle doit maintenant accorder des crédits et obligée de donner des satisfactions à sa population, ne disposera pour aider les pays sous-développés que de ressources relativement minimes sur lesquelles la Chine exerce un droit de première priorité ; c'est dire que, s'il le veut, l'Occident est capable de faire un effort plus grand que l'U.R.S.S. dans les rapports avec les pays sous-développés. Le problème est de savoir s'il le voudra ; et s'il le veut, saura-t-il le faire convenablement en apportant une aide qui s'intègre vraiment au plan de développement économique de tels pays, en leur fournissant des biens de consommation, quitte à assortir l'aide d'une série de conditions politiques ou militaires. Je crois qu'il faudrait envisager sur un plan international si possible, sinon dans le plan de l'O.T.A.N. du moins dans le cadre de l'Europe des Six, de poursuivre à la fois une politique de stabilisation du prix des matières premières et d'aide sous forme de dons ou de prêts à long terme à l'ensemble des pays sous-développés.

Trois aspects du défi économique des Soviétiques à l'Occident

RAYMOND ARON

Il me semble que si l'on veut discuter sérieusement de ce que l'on est convenu d'appeler « le défi économique » de l'Union Soviétique au monde capitaliste, il faut distinguer trois aspects, trois significations de ce défi.

Premièrement, il peut y avoir ce que j'appellerai le défi en soi, c'est-à-dire l'hypothèse où le taux de croissance de l'économie soviétique serait tellement plus élevé que le taux de croissance des pays capitalistes, que sur une durée assez courte, l'Occident pourrait se trouver à son tour en retard par rapport au produit national des pays soviétiques et où, comme un commentateur, quelque peu pressé, l'a évoqué il y a déjà quelques années, c'est l'Occident qui serait obligé d'élever un rideau de fer pour empêcher la comparaison. Je laisse provisoirement de côté cette question puisque André Philip nous a entraînés dans une autre direction.

Le deuxième sens du défi économique de M. Khrouchtchev, c'est l'impression que font les taux de croissance comparés de l'Union Soviétique et des pays occidentaux sur les pays sous-développés. Dans ce cas, il s'agit de l'effet psychologique de statistiques mal comprises, répandues dans le public. Il s'agit de comparaisons de taux de croissance qui, la plupart du temps, ne sont pas comparables, de l'oubli des croissances absolues, de l'idée fausse que le niveau de vie soviétique, le style de vie soviétique est déjà à la limite du niveau de vie et du style de vie occidental. Dans tout cela, il s'agit d'effets de mirage. André Philip, avec tout son talent, nous serait d'une aide considérable s'il expliquait aux pays sous-développés les illusions des taux de croissance comparés. Il y a fait allusion, mais il y aurait beaucoup à dire !

Ce n'est pas de ce deuxième aspect qu'il a traité, mais du troisième, de l'aide aux pays sous-développés que d'une part les pays soviétiques, et d'autre part, les pays occidentaux peuvent apporter au tiers monde. C'est de cela qu'il a parlé et je propose donc que nous concentrons notre dialogue pour commencer sur ce troisième problème, quitte à venir ensuite au deuxième, puis finalement au premier.

Sur le troisième, André Philip a dit des choses excellentes, à savoir que, économiquement, l'Union Soviétique avait surtout jusqu'à présent donné des promesses, mais je serai sur ce point un peu plus généreux que lui. L'Union Soviétique a donné un certain nombre de réalités, en particulier à la Chine et bien qu'il soit difficile de calculer de manière rigoureuse ce qu'a été l'aide de l'Union Soviétique à la Chine, il n'est pas douteux que nous en sommes déjà à au moins deux ou trois cents installations industrielles qui ont été montées par l'Union Soviétique en Chine, qui ne représentent certainement qu'une partie faible du produit national soviétique, mais qui représentent une aide substantielle. En ce qui concerne d'autres pays, comme la Birmanie, comme l'Égypte, l'opération a été certainement plus payante politiquement pour l'Union Soviétique que payante économiquement pour les pays sous-développés. Il s'agissait d'achat de récoltes qui ne trouvaient pas preneur dans le monde libre et l'Union Soviétique n'a pas toujours payé exactement avec les produits que désiraient ces pays.

ANDRE PHILIP

Et elle a ensuite toujours revendu plus cher sur le marché mondial.

RAYMOND ARON

Nous sommes d'accord sur le fait que l'aide de l'Union Soviétique n'a pas toujours été très efficace. Je suis également d'accord avec Philip que l'Occident, s'il le veut, est en mesure d'aider les pays sous-développés plus que l'Union Soviétique, plus que le monde soviétique, parce que le produit national par rapport à la population en Occident est plus élevé qu'en Union Soviétique. Mais je voudrais faire deux remarques : la difficulté de l'aide aux pays sous-développés est essentiellement politique et elle est politique aux deux sens du terme. Nous vivons encore en Occident (avec quelques réserves pour certains pays d'Occident) dans des régimes démocratiques où il faut que l'opinion ou les représentants des partis souscrivent à l'aide économique aux pays sous-développés. En termes brutaux, il faut que le congrès américain vote des crédits pour les pays sous-développés ; s'il s'agit de la France, il n'y a pas de difficultés.

ANDRE PHILIP

Le Gouvernement se passera du vote...

RAYMOND ARON

Le Parlement français vote des crédits pour la pacification de l'Algérie, pour le plan de Constantine. Mais il y a et aura de grandes difficultés, et je suis convaincu que Maurice Schumann ne me contredira pas, pour faire voter une aide à la Tunisie et au Maroc, pays d'ex-protectorats devenus indépendants, même le jour où la guerre sera terminée en Algérie. Donc, la première difficulté de l'aide aux pays sous-développés, c'est de convaincre les représentants dans les pays démocratiques de consentir une aide aussi généreuse que celle qu'André Philip désire, c'est-à-dire sans condition, sans obligation, par pure générosité.

La deuxième difficulté de l'aide aux pays sous-développés est qu'une aide économique n'est efficace que lorsque les pays sous-développés eux-mêmes créent les conditions politiques et administratives dans lesquelles cette aide est efficace. Il ne suffit pas de calculer le nombre de milliards de dollars nécessaires pour augmenter de 3 % par an le produit national dans le tiers monde, tout le monde a calculé cela, moi aussi ; à mes moments perdus. Mais cela n'a strictement aucun sens, car dans la plus grande partie du tiers monde, il n'y a pas de quoi dépenser les milliards calculés par les experts, et il n'y a pas les conditions politiques et administratives nécessaires pour rendre efficaces les crédits éventuellement mis à la disposition du tiers monde.

Voilà, me semble-t-il, les deux remarques que je voudrais faire sur la question de l'aide aux pays sous-développés et comme j'ai parlé politique, Maurice Schumann est plus compétent que moi.

Les problèmes politiques de l'aide aux pays sous-développés

MAURICE SCHUMANN

Je ne crois pas du tout être plus compétent que Raymond Aron sur le plan politique. Je voudrais cependant développer un aspect de son argumentation.

Le problème politique de l'aide aux pays sous-développés est un problème fondamental. Comment se pose-t-il ? Il s'est posé au cours de l'année dernière sous la forme suivante : la supériorité, disait-on, de l'Union Soviétique par rapport à l'Occident est de s'être engagée délibérément dans la voie de ce qu'André Philip appelait tout à l'heure l'aide désintéressée. Mais comme il n'y a pas de désintéressement au sens propre du terme dans les rapports internationaux, il s'agit d'aide aux pays sous-développés sans contre-partie politique immédiatement exigible. Pour parler plus clair, sous Staline, il était virtuellement admis et d'ailleurs constatable, que toute aide économique à un pays quelconque comportait en contre-partie la transformation progressive du pays intéressé — souvent même la transformation brutale — en une démocratie populaire. Au contraire, M. Khrouchtchev est allé à New-Delhi, M. Chepilov est allé au Caire, et tous ont tenu le même langage : « Nous ne vous demandons pas de devenir des pays satellites, comme diraient les capitalistes, nous ne vous demandons pas d'entrer dans notre sphère d'influence politique, c'est une aide entièrement désintéressée que nous vous proposons et que nous vous apportons. » L'affaire du barrage d'Assouan est, à cet égard, considérée comme un exemple typique. Or, le fait est que tout se passe dans le monde depuis quelques mois et plus encore depuis quelques semaines comme si nulle part on ne croyait plus à la possibilité de cette aide désintéressée. C'est la signification profonde de la rupture entre la République Arabe Unie et l'Irak, c'est la signification profonde de l'affaire du Tibet, bref tout se déroule dans le monde, depuis une certaine date que je pourrais situer avec précision, comme si on ne croyait plus à la possibilité de cette aide sans contre-partie. J'ai dit, il y a un instant, que je pourrais situer la date à laquelle ce tournant a été pris. Il me paraît assez exact de dire que c'est du jour où il y a eu un débarquement britannique en Jordanie, un débarquement américain au Liban, et où les menaces proférées à cette occasion par M. Khrouchtchev sont demeurées sans effet, qu'il y a eu en quelque manière un changement de signe. Mais à partir du moment où nous avons fait cette constatation, nous aboutissons à la conclusion que par rapport aux problèmes de l'aide aux pays sous-développés, il y a une sorte de parité entre l'Est et l'Ouest car, d'une part, il est peut-être vrai que le tiers monde ne croit plus au désintéressement du Kremlin, mais, d'autre part, il est non moins exact qu'un orateur, au cours du dernier débat de politique extérieure à l'Assemblée Nationale française, a pu, sans risquer d'être démenti, constater que le gros de l'aide amé-

ricaine aux pays sous-développés allait à la Corée du Sud, à la Chine de Formose, au Vietnam Sud, c'est-à-dire à des satellites politiques d'un autre genre.

Comment en sortir ? Comment rompre cette parité au bénéfice de l'Occident ? Voilà le véritable problème politique de l'aide aux pays sous-développés. J'ai personnellement une réponse à y apporter, mais avant de la suggérer, j'aimerais savoir si sur mon analyse Raymond Aron et André Philip sont d'accord avec moi.

Pour que l'aide au Tiers Monde soit efficace...

ANDRE PHILIP

Je suis d'accord sur votre analyse et je voudrais préciser trois points.

Premièrement, comme l'a dit Raymond Aron, une aide pour être efficace exige que soient réalisées certaines modifications de structure, et ici nous avons des exemples typiques. A la fin de la dernière guerre mondiale, les Américains ont déferlé au large des Philippines, il se révèle comme résultat final un accroissement de la misère des masses. On peut également critiquer ce qu'ils font actuellement dans le Sud-Vietnam où c'est en partie corrigé par la présence, encore, des Français qui jouent un rôle créateur dans l'appareil productif tandis que les dollars sont simplement à la surface de la vie économique.

L'autre exemple typique, c'est l'Irak où toutes les ressources et redevances pétrolières n'ont pas été dépensées au cours de ces dernières années et restent en grande partie accumulées sur la place de Londres et où les quelques réalisations faites ont créé des pôles d'inflation dans certaines régions, certaines localités sans exercer une influence sur la transformation économique du pays, parce que les structures féodales n'avaient pas préalablement été transformées.

Pour que des conditions efficaces soient réalisées, il faut d'abord que d'une manière ou d'une autre qui peut varier selon les pays, la féodalité ait été brisée, que les marchés agricoles aient été organisés et que le pays ait le sentiment que son travail va véritablement lui profiter, à lui et à personne d'autre. Je crois qu'il est également nécessaire que le pays en question ait le sentiment qu'il est devenu responsable ; je n'entre pas dans les débats aboutissant à l'autonomie ou à l'indépendance, mais un préalable à l'essor de tout pays sous-développé, c'est le sentiment que le peuple lui-même, par l'intermédiaire de ses élites, est responsable de son propre sort et que c'est lui qui prend les décisions. Et enfin, il faut qu'il y ait un plan, car ce n'est pas par des initiatives individuelles, ce n'est pas par l'intervention de capitaux privés qui cherchent le rendement que peuvent être créées des infrastructures indispensables, trop souvent au contraire la recherche du rendement risque d'orienter l'économie dans une mauvaise direction.

Deuxième point, une fois les conditions efficaces

créées, je dirai qu'avant d'envisager une aide, il faut leur permettre eux-mêmes de financer leur essor économique et actuellement, trop souvent, on ne le fait pas. Parce que la plupart de ces pays obtiennent leurs devises étrangères par l'exportation d'un ou de deux produits de base dont les prix sur le marché mondial sont actuellement terriblement variables et montent presque de 1 à 3 au cours d'une même année, et il ne peut pas y avoir de Plan, il ne peut pas y avoir de prévision, il ne peut pas y avoir expansion économique et on ne peut pas savoir d'avance la quantité minima de devises étrangères dont on pourra disposer afin de parvenir à des achats d'outillage nécessaires à l'étranger. On a fait des efforts au point de vue de la stabilité du prix des matières premières, produit par produit, je ne vais pas entrer dans les détails et j'y crois assez peu. Je crois par contre que l'on pourrait faire un accord entre pays industrialisés et pays sous-développés dans le domaine monétaire. On pourrait prendre comme base ce qu'a rapporté à un pays l'exportation de ses matières premières et de ses produits alimentaires dans la moyenne des cinq dernières années de plein emploi et dire qu'on garantit ce prix. Si le prix des produits baisse, les pays acheteurs fourniraient des crédits pour la différence, si le prix des produits monte, les pays en question rembourseraient une partie des crédits qui leur ont été ainsi accordés.

Si on ne réussit pas à arrêter ce retard sur le plan international, je crois que l'Europe des Six, la petite Europe des Six, pourrait le faire d'abord dans ses rapports avec l'Afrique et même aussi peut-être dans ses rapports avec l'Amérique Latine, car il ne faut pas oublier que cette toute petite Europe est le plus gros acheteur de matières premières du monde, 31 % contre 18 % pour la Grande-Bretagne et 16 % pour les Etats-Unis.

Troisième point, c'est l'aide proprement dite. Pour l'aide proprement dite, je crois qu'une partie doit être fournie gratuitement, au moins à des taux d'intérêt très faibles avec une durée extrêmement longue pour créer les infrastructures nécessaires à condition de la porter directement sur les goulots d'étranglement dans le cadre d'un plan élaboré en commun avec le pays en question. Et alors là, il faut vraiment que nous acceptions de l'envisager sur le plan d'utilité économique en dehors des préoccupations politiques et militaires. Je crois qu'il est essentiel de créer un organisme quelconque disposant de l'autonomie et d'une sécurité quelconque, car tout à l'heure, vous faisiez allusion à la nécessité du vote par le congrès, du vote par l'Assemblée Nationale, la difficulté n'est pas seulement politique, mais technique, elle est liée à l'actualité budgétaire qui est une absurdité de façon générale, mais qui l'est particulièrement dans ce cas. Mieux vaut donner moins de ressources à un pays sous-développé, mais qu'il sache que pour une période minima de 5 ans, il peut compter sur ces ressources, sans tout remettre en question chaque année, et laisser par conséquent le pays dans l'incertitude et dans l'impossibilité de définir sa politique.

MAURICE SCHUMANN

Avant de laisser la parole à Raymond Aron, je voudrais demander à André Philip, pour la commodité et la clarté de la discussion, une précision. Il a fait allusion à la notion de plein emploi. Mais est-ce que nous devons prendre le plein emploi comme référence dans les pays sous-développés, puisque la définition même d'un pays sous-développé enlève toute signification à la notion de plein emploi ?

ANDRE PHILIP

Je prends le plein emploi dans un sens très limité, le plein emploi dans le secteur producteur des matières premières et produits alimentaires.

Il est évident que c'est uniquement dans ce contexte qu'il peut avoir un sens.

RAYMOND ARON

Nous sommes maintenant en présence déjà non seulement d'une réponse à l'analyse de Maurice Schumann, mais d'une tentative d'aller au-delà de la question qu'il avait posée, car il avait posé la question : êtes-vous d'accord avec moi qu'au cours de ces derniers mois, il s'est produit une espèce de renversement dans la psychologie du tiers monde à l'égard de l'aide soviétique. On a cessé d'être convaincu que l'aide soviétique fut réellement désintéressée. On est plein de soupçons à l'égard de cette aide économique. Mais pour l'instant, il se produit une espèce d'égalisation des deux camps à l'égard du tiers monde et peut-on dire : cette égalisation se produit au niveau le plus bas, c'est-à-dire que l'un et l'autre aide peu le tiers monde. En gros, je pense que je suis d'accord avec lui et que, à l'heure présente, ni le monde occidental, ni le monde soviétique n'apporte une aide considérable au tiers monde. Je dirais même quelque chose de plus, la conséquence peut être regrettable mais conforme à la logique de la compétition mondiale, c'est que l'aide au tiers monde devient pour ainsi dire le sous-produit du conflit politique. Aussi bien d'un côté que de l'autre, l'aide apportée aux pays sous-développés est fonction d'objectifs ou de circonstances politiques et n'est pas déterminée par la considération pure de l'intérêt des bénéficiaires de l'aide. Je crois que sur ce point, nous sommes à peu près tous d'accord, parce que c'est une analyse de fait qui n'est d'ailleurs pas surprenante : ce serait probablement la première fois dans l'Histoire que « les monstres froids » comme disent Nietzsche et le général de Gaulle, se conduiraient selon une éthique du Christ et non pas selon l'éthique de Machiavel dans l'interprétation la plus vulgaire que l'on donne à la pensée de Machiavel.

En ce qui concerne les déceptions du monde sous-développé, je ne suis pas convaincu qu'elles soient dès maintenant générales et je crains que le ressentiment ou l'hostilité à l'égard de l'Occident reste dans une grande partie du monde des sentiments plus forts que les doutes à l'égard du désintéressement soviétique. Mais

Maurice SCHUMANN

me moi ; par exemple, dire : la condition nécessaire pour que l'aide soit efficace, c'est qu'il y ait un Plan, suscite la réponse.

Qu'est-ce exactement que l'on appelle Plan ? Entre le plan soviétique et ce que l'on appelle le plan en France, on peut faire rentrer à peu près toute l'économie dite libérale au XX^e siècle. Alors, ce n'est pas aussi blanc et noir. Je suis d'accord : l'initiative privée ou les grandes entreprises abandonnées à elles-mêmes ne sont pas la forme la meilleure de l'aide aux pays sous-développés, mais tout compte fait, si on a le choix entre les grands ensembles et rien du tout, les grands ensembles sont tout de même préférables à rien du tout. Les grands ensembles, comme on dit dans l'Union Française ou dans la Communauté, sont des pôles de développement au sens économique du terme. Personnellement, je formule des réserves sur les conséquences de ces pôles de développement s'il n'y a pas une harmonisation de la croissance de l'économie globale. Mais, si on a le choix, encore une fois, entre les pôles de croissance et rien du tout, je crois que je choisirais tout de même les pôles de croissance.

En ce qui concerne son deuxième point, à savoir la stabilisation des prix des matières premières, il a donné une des formules possibles. Il sait comme moi qu'il est aussi facile de formuler des plans de stabilisation des prix des matières premières que difficile de les réaliser, parce que la stabilisation des prix des matières premières dépend fondamentalement des Etats-Unis, c'est-à-dire du Congrès Américain, donc d'une forme de crédit sur base non annuelle ; or, comme les Etats-Unis souffrent du mal contraire à la France, c'est-à-dire qu'ils souffrent d'un excès de stabilité politique dans une très grande instabilité économique, le vote annuel du Budget fait partie de la Constitution au sens sacré que ce mot revêt aux Etats-Unis.

Les possibilités de l'Europe des Six

ANDRE PHILIP

Je me permets de vous interrompre sur ce point. Je crois que vous aviez raison jusqu'à ces derniers temps, car, en effet, on ne pouvait rien faire sans la volonté des Etats-Unis, mais maintenant qu'existe une Europe des Six qui achète presque deux fois plus de matières premières que les Etats-Unis, elle a une responsabilité et une possibilité d'action, soit par pression sur le plan international pour amener les Etats-Unis à un accord, soit pour une action directe et autonome capable de jouer un rôle décisif dans la stabilisation du prix des matières premières.

RAYMOND ARON

Je ne veux pas rentrer dans un débat technique sur les possibilités de l'Europe, je vous ferai observer qu'à mon sens, l'Europe des Six ne peut convaincre le Congrès

CE QUE L'EUROPE PEUT APPORTER AU TIERS MONDE...

ceci nous mènerait trop loin et personne ne peut sonder les cœurs et les reins.

En ce qui concerne l'analyse d'André Philip, j'aurais naturellement sur tel ou tel point quelques remarques. Son analyse était quelque peu schématisée, il le sait com-

Américain de renoncer au vote annuel du Budget, que l'Europe des Six peut difficilement convaincre les États-Unis d'accepter un plan de stabilisation des prix des matières premières. Donc, l'action autonome de l'Europe des Six est évidemment freinée au moins dans la période actuelle, par la difficulté de certains des pays de l'Europe des Six à trouver un surplus de devises. Je ne veux pas dire que vous n'avez pas raison de faire campagne pour un plan de stabilisation des prix des matières premières, je suis bien d'accord avec vous. Mais je voudrais redire que la difficulté dans cet ordre d'idées est essentiellement politique beaucoup plus qu'économique et je voudrais tout de même faire une troisième remarque. Même quand les Européens ou les Occidentaux sont désintéressés, les pays sous-développés ne croient pas à leur désintéressement en fonction d'un ressentiment nourri, à juste titre ou non, par l'expérience du passé.

MAURICE SCHUMANN

C'est justement à cette dernière remarque de Raymond Aron que je voudrais accrocher mes propres observations. J'ai dit tout à l'heure que j'avais une réponse à ma propre analyse. Je me félicite de constater qu'André Philip l'a fournie.

Je crois, moi aussi, à la possibilité pratique d'une action autonome de l'Europe des Six dans le domaine qui nous occupe. Je ne tire pas ma conviction d'un engouement, mais d'une réflexion que je crois objective.

Raymond Aron disait que les pays sous-développés ne croient pas au désintéressement des puissances qui les aident. Il a parfaitement raison. Admettons : peut-être qu'il aurait moins raison dans la mesure où cette aide ne serait plus dispensée par une puissance (plus particulièrement par une puissance ex-coloniale), mais par un groupe de puissances qui, bien entendu, ne sont pas entièrement désintéressées et dont les fins ne sont pas actuellement contradictoires par rapport à l'intérêt fondamental des pays prolétaires. Qu'attendent de nous ces pays ?

D'abord des savants, des techniciens, pour former leurs cadres administratifs. Savez-vous combien il y a d'étudiants étrangers inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur ? Il y en a à peu près dix mille dans les pays du Commonwealth, il y en a environ douze mille cinq cents en Union Soviétique, il y en a trente-six mille cinq cents aux États-Unis et il y en a trente mille dans les six pays de la Communauté européenne. Voilà le premier aspect du problème. Qu'attendent, d'autre part, les pays prolétaires des pays évolués ? André Philip l'a dit, qu'ils leur assurent, à eux, producteurs de matières premières, le minimum de stabilité des prix qu'exige l'exécution de leurs plans de développement. Or la Communauté européenne n'est pas seulement la première région importatrice du monde, elle est aussi celle qui, depuis dix ans, croît le plus rapidement. Je ne suis pas

tout à fait d'accord avec la conclusion chiffrée qu'André Philip a ajoutée à son argumentation : mais, de 1950 à 1958, les importations totales de la Communauté européenne ont doublé ; elles sont passées de 8 milliards de dollars à 16 milliards de dollars, cependant que les importations américaines passaient pendant le même temps d'environ 9 milliards à environ 12 milliards. Douze n'est pas la moitié de 16 ; mais enfin, l'écart est malgré tout considérable.

ANDRÉ PHILIP

Mais les chiffres que Schumann est en train de donner sont des chiffres d'importation générale, les pourcentages que j'ai donnés sont les pourcentages respectifs des importations de matières premières industrielles et de produits alimentaires en provenance des pays sous-développés.

RAYMOND ARON

Je voudrais dire deux mots pour que nous puissions en terminer avec cette question et passer aux autres aspects du problème.

Premièrement, je suis d'accord que les Six, en raison de leur rapidité de croissance, en raison du montant considérable de leurs importations et en particulier des importations de matières premières, sont en mesure d'aider le reste du monde de manière efficace s'ils le veulent, mais il faut tenir compte du « s'ils le veulent », ce qui signifie que si l'on souhaite que cette aide soit donnée par les Six, en tant que Six, il faut qu'il y ait dans les gouvernements de ces pays, la volonté de faire de la Commission Européenne, c'est-à-dire de ce qui exprime leur entente, une réalité. Cela suppose que les Six pays donnent à la Commission européenne une fonction d'ordre pour ainsi dire diplomatique ou communautaire. Je souhaite qu'ils le fassent, mais je ne suis pas sûr que cela fasse partie de la conception actuellement dominante à Paris.

Nécessité de trouver une solution au problème algérien

La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est que, quelles que soient les possibilités économiques des Six, elles seront largement réduites aussi longtemps que la France n'aura pas trouvé une issue à la guerre d'Algérie. On peut considérer que l'aide économique justifie l'effort de pacification, on peut considérer qu'il est plus important de maintenir une administration française efficace que de céder au désir d'indépendance d'une fraction de la masse algérienne. Il y a une justification à la politique que nous menons, mais le fait est que l'opinion dans le monde considère que l'aide économique si considérable qu'elle soit ne justifie pas ce que l'on appelle au dehors le refus d'autodétermina-

tion. Sans entrer dans la question de savoir qui a tort ou qui a raison, je dis comme constatation de fait que la politique des Six ne sera cohérente, efficace et rayonnante que lorsqu'une solution aura été trouvée au problème d'Algérie.

ANDRE PHILIP

Je voudrais faire quelques observations.

Premièrement, il ne faut pas nous leurrer sur le montant et l'importance des propositions que pourra faire la France. Car ces propositions consistent essentiellement à dire aux Européens, aux Américains et aux Russes : faites comme nous, car nous consacrons déjà depuis dix ans plus de 4 p. 100 de notre revenu national à des investissements dans les pays sous-développés qui sont en liaison avec nous et nous faisons par tête d'habitant deux fois plus que les Américains et quatre fois plus que les Anglais.

L'appel, par conséquent, est un appel aux autres à suivre notre exemple.

Deuxièmement, nous disposons peut-être d'un moyen précieux. En effet, nous allons engager en 1959-60, dans le cadre du G.A.T.T., des négociations douanières d'ensemble pour une nouvelle restriction des tarifs douaniers, de l'ordre sans doute de 15 à 20 p. 100. Nous avons réussi à la dernière réunion du G.A.T.T. à avoir l'étude en commun des trois problèmes : abaissement des tarifs douaniers, stabilisation des prix des matières premières, aide aux pays sous-développés. Nous devons soutenir que les trois sont liés, que tous les pays ont un devoir vis-à-vis des pays sous-développés, et pour la stabilisation des matières premières et pour l'aide. Ceux qui ne font pas autant que les autres, soit par leur contribution à la stabilisation, soit par l'aide aux pays sous-développés par tête d'habitant et proportionnellement à leur revenu national devront faire davantage sous forme d'abaissement de tarifs douaniers. On ne peut pas négocier des abaissements de tarifs douaniers entre pays dont les uns se mettent sur leur prix de revient des charges supplémentaires à cause de leur responsabilité vis-à-vis des sous-développés et ceux qui refusent d'accepter cette charge. Les uns ou les autres, au cours des négociations douanières prochaines, ont une occasion pour pousser la question de façon efficace. Mais troisièmement, j'aboutis à la même conclusion que Raymond Aron, parce que j'ai vécu cela dans le cadre du G.A.T.T. où, depuis une dizaine d'années, j'ai toujours soutenu les pays sous-développés et où la délégation française a eu un certain rayonnement parmi l'ensemble des délégations d'Asie et d'Amérique Latine, notre influence a sensiblement diminué au cours des dernières années et nous ne pourrions être entendus avec autorité que lorsque nous aurons réussi à trouver une solution au problème algérien.

MAURICE SCHUMANN

Je souscris bien volontiers à cette conclusion, je veux seulement, par respect pour le lecteur, préciser que si j'approuve et soutiens la politique du général de Gaulle en Algérie, c'est parce que je la crois, à tort ou à raison, conforme au principe d'auto-détermination.

ANDRE PHILIP

Dieu vous bénisse !

La question des taux de croissance

RAYMOND ARON

Je voudrais donc maintenant dire un mot sur les problèmes numéro 1 et numéro 2, c'est-à-dire sur l'impression que font sur les pays sous-développés les taux de croissance comparés et sur le risque que comporterait le taux de croissance soviétique pour la comparaison entre pays occidentaux et pays soviétiques. Et selon qu'il s'agit de la question numéro 1 ou de la question numéro 2, la réponse est tout à fait différente. S'il s'agit de la comparaison entre l'univers soviétique et l'univers occidental, personnellement je serais prêt à prendre n'importe quel pari que nous pourrions dans dix ans ou dans vingt ans, envoyer les Européens d'Ouest en Union soviétique et quels que soient les progrès accomplis par l'Union soviétique d'ici dix ou vingt ans, les Occidentaux ne seraient ni séduits, ni convertis. Car il suffit d'avoir été si peu que ce soit dans les pays de l'autre côté du rideau de fer, que ce soit en Pologne ou même en Tchécoslovaquie, où le niveau de vie est sensiblement plus élevé ou en Union soviétique, il est facile de voir que l'infrastructure, les commodités de l'existence, le style de vie apparaîtraient aux Occidentaux qui y iraient comme appartenant à un pays d'autre civilisation, et de civilisation qui n'est certainement pas un objet d'envie pour un Européen de l'Ouest, qu'il appartienne à la classe privilégiée ou non privilégiée. A mon sens, il faudrait peut-être montrer, mais le temps nous manque, que le taux de croissance soviétique, à supposer qu'il soit exact, ne changera pas ces données fondamentales dans l'avenir prévisible d'une génération. Car les progrès soviétiques jusqu'à présent ont été essentiellement dans l'industrie ; les progrès industriels ont été concentrés dans un certain secteur de l'industrie, et quand il s'agit de ce que j'appellerai en gros l'infrastructure, les commodités de l'existence et les produits de consommation, les progrès soviétiques ne sont pas de nature à inquiéter le monde occidental. On a tort de tirer des conséquences fausses de comparaisons très abstraites et très discutables dans les taux de croissance bruts dont l'interprétation, André Philip le sait aussi bien que moi, est vraiment aléatoire.

En ce qui concerne le deuxième point, et alors là je suis tenté d'être d'accord avec lui, la comparaison des

taux de croissance est un aspect de cette comparaison que les sous-développés font des deux systèmes économiques et cette comparaison les a induits souvent à croire que la technique soviétique, cruelle en certains de ses aspects, est mieux adaptée à leurs problèmes que la technique occidentale. La vérité est que l'Occident a connu un développement économique dans des conditions tout autres que tous les pays soviétiques ou sous-développés. La croissance industrielle a été en Europe occidentale le résultat d'un processus organique étalé sur une très longue période et l'Occident a donc pu avoir simultanément la croissance économique et des institutions relativement libérales, étant bien entendu qu'aux périodes les plus difficiles de la croissance européenne, les institutions n'étaient pas si libérales que cela.

ANDRE PHILIP

A la période de la révolution industrielle, nous étions déjà arrivés à un niveau de vie nettement supérieur à celui des pays sous-développés.

RAYMOND ARON

La plupart des pays sous-développés aujourd'hui ont connu un développement de la population déterminé par des progrès de la médecine et de l'hygiène et non pas par des progrès économiques. C'est ce qui a créé une pression de population au moment de la phase initiale d'industrialisation dont il n'y avait pas l'équivalent dans le monde occidental. Alors, sur ce dernier point, je suis d'accord qu'il y a un très grand danger, mais il ne faut pas se faire d'illusion, nous ne pouvons pas renverser cette conviction des non-Occidentaux que la technique occidentale est difficilement transférable parce qu'effectivement elle est difficilement transférable. La question est de trouver un terme moyen entre la technique occidentale et la technique soviétique et je serais tenté de croire que chaque pays a à inventer sa technique intermédiaire.

Marx et Kropotkine

MAURICE SCHUMANN

Il faut bien reconnaître que l'industrialisation des pays sous-développés est en elle-même un facteur de résistance au communisme. C'est probablement pour cela que le plan français sera combattu par l'U.R.S.S. et que la tentative de pénétration politique et morale des pays sous-développés par l'Union soviétique a, selon moi, échoué au cours de la dernière année. Nous retrouvons ici un débat de fond qui remonte d'ailleurs au XIX^e siècle, le fameux débat qui avait opposé l'un à l'autre Marx et Kropotkine. Marx affirmait que la société communiste serait le fruit de la surindustrialisation, et Kropotkine qu'elle serait le fruit du sous-développement. L'expérience semble avoir donné rai-

son à Kropotkine contre Marx puisque les pays les plus industrialisés du monde sont les plus rebelles au communisme (les Etats-Unis, la Belgique), alors qu'au contraire ce sont les pays retardataires qui ont été les premiers accessibles à la pénétration et à l'action du marxisme léniniste. A partir de cette donnée idéologique et historique, on dessine plus aisément le cadre de notre entretien.

ANDRE PHILIP

Je voudrais terminer par trois observations.

Premièrement je suis d'accord avec Raymond Aron sur le caractère artificiel de la comparaison entre des taux de croissance lorsque l'on ne sait pas quelle est la base dont on est parti. Je me rappelle, au cours d'un débat à la Commission économique européenne, il y a quatre ou cinq ans, avoir dit à nos collègues russes que j'avais d'abord été très impressionné par l'ensemble des statistiques qu'ils nous avaient montré pendant toute la matinée, mais que j'avais ensuite découvert que moi j'étais un type beaucoup plus formidable qu'eux, parce que, quand je suis parti à la conférence, mon petit-fils n'avait qu'une dent et je venais de recevoir le matin même une lettre m'annonçant l'apparition de sa deuxième dent. Il avait en quinze jours augmenté sa production dentaire de 100 p. 100, ce qui dépassait évidemment tous les records présentés par les Russes.

Ceci dit, il ne faut quand même pas exagérer et se bercer d'un optimisme excessif. Le premier stade de développement de l'U.R.S.S. a été un stade où les pourcentages ne voulaient rien dire. Nous sommes maintenant dans un pays qui est déjà fortement industrialisé et où commencent des transformations dans l'agriculture avec un progrès réel au cours des deux ou trois dernières années. Je n'ai pas d'inquiétudes, si nous réussissons, nous, à maintenir chez nous un rythme harmonisé et régulier de croissance de 5 à 6 p. 100 par an et, dans ce cas-là, les Russes ne nous rattraperont jamais. Mais par contre...

RAYMOND ARON

Permettez une parenthèse, une croissance annuelle de 5 à 6 p. 100 du produit national c'est plus qu'on ne peut demander. On ne peut demander un taux pareil que pour la croissance industrielle mais, à mon avis, si on avait un taux de 3 à 4 p. 100 de croissance du produit national, ce serait suffisant et beaucoup plus dans l'ordre des possibilités qu'un taux de croissance du produit national de 5 à 6 p. 100.

ANDRE PHILIP

Je ne suis pas tout à fait de votre avis et je crois que si « on laisse faire, on laisse passer », on n'aura en effet qu'un taux de 3 ou 4 p. 100 ; je pense qu'avec

Raymond ARON

André PHILIP

TANT QUE DURERA LA GUERRE D'ALGERIE...

une coordination de l'économie, on peut arriver à un taux de 5 à 6 p. 100, correspondant à un taux de production industrielle de 9 à 10 qui était celui que nous avons atteint au cours des deux dernières années. Seulement, cela suppose que l'on mette le taux de crois-

sance en priorité dans l'ensemble de nos politiques économiques et qu'on ne les suborne pas à d'autres facteurs, fût le facteur de l'équilibre monétaire. Mais c'est un autre problème. Troisième observation. Je suis d'accord avec Schumann lorsqu'il constate que la jeune

génération des pays sous-développés est pour l'instant peu attirée vers nous. Elle n'a pas beaucoup d'expérience de la liberté, elle a la haine contre le pouvoir jadis colonisateur et elle a le souci de l'efficacité immédiate à n'importe quel prix et les méthodes russes semblent lui donner une garantie d'efficacité. Je ne crois pas que ce soit insurmontable, je pense que l'attrait vers la Russie se précisera de plus en plus si nous laissons faire mal l'industrialisation progressive de ces pays, si nous allons un peu trop vite, et exclusivement dans le sens des grands ensembles qui prolétarisent brutalement une partie de la population. Je crois au contraire qu'un développement économique, réglé, équilibré sur le modèle

de ce que fut la révolution japonaise en 1872 jusque vers 1896-98 qui transforma l'agriculture, créa des industries de consommation auprès des centres ruraux et qui ne concentra pas trop vite dans des bidonvilles ou dans des centres d'hébergement une population totalement prolétarisée, je crois qu'un tel développement économique pourrait au contraire orienter par étape les pays sous-développés dans un sens où ils se rapprocheraient davantage de nous, où ils feraient l'expérience d'un début de vie démocratique dans des centres décentralisés et pourraient finalement s'orienter vers les peuples libres.

Le drame des pays sous-développés : en quelques chiffres

Tableaux extraits du livre de P.-B. COUSTE :
« L'Association des pays d'outre-mer à la Communauté
Economique Européenne » (1)

LA PAUVRETE (population et revenus comparés)		
	% population mondiale	% revenu mondial
Etats-Unis	9 %	43,6 %
Afrique	8,3 %	2,6 %
Asie	53 %	10,5 %
Europe	16,6 %	27,3, %

Une croissance démographique très rapide		
	(dernières prévisions) 1955-56	(en millions d'habitants) 1980
Afrique du Nord	20	37
Départements d'outre-mer ..	0,8	1,5
		1985
A.O.F.	18,7	29,2 à 33,9
Cameroun	3,4	5,3 à 6,2
A.E.F.	4,8	7,5 à 8,7
Madagascar	4,5	7 à 8,2

(1) Paris, 1959, Librairies techniques, 27, place Dauphine, Paris.

L'AIDE ACTUELLE DES PAYS RICHES

Dons, prêts et investissements
(moyenne annuelle 1952-55, en millions de dollars)

Pays accordant l'aide	au bénéfice de l'Afrique seule	au bénéfice de l'ensemble des pays sous-développés	Aide financière accordée en dollars par habitant	Revenu national par habitant (1954) des donateurs et prêteurs
Etats-Unis	80	1.530	9,4	2.250
B.I.R.D.	25	125	—	—
O.E.C.E.	955	1.400	5,0	720
Europe des Six	915	1.350	5,0	750
France	550	590	13,7	1.000
Allemagne	1	72	1,5	700
Belgique	149	149	16,4	1.000
Pays-Bas		42	4,0	700
Royaume-Uni	135	395	7,8	1.000

L'UTOPIE DIRECTORIALE

LES pages que nous publions ci-dessous sont extraites d'un livre de François Fontaine qui paraîtra prochainement aux Editions Julliard et qui rassemble des réflexions sur le thème de « la démocratie en sursis ». Préoccupé de l'atonie politique française, l'auteur s'est attaché à montrer les risques graves que font courir au pays la dévitalisation des institutions parlementaires et l'éclipse, même provisoire, des partis politiques. Le vide démocratique aspire les forces de violence. François Fontaine se demande quels seront les successeurs de « Charles de Gaulle, dernier des républicains romantiques ». Des techniciens, des scientifiques, des militaires se substitueront-ils aux politiques ? Si la France évite l'ère des dictateurs, connaîtra-t-elle l'ère des directeurs et des experts ?

BURNHAM (1) aurait-il conquis l'Europe, ou plus simplement le comte de Saint-Simon serait-il ressuscité ? La démocratie des techniciens fait fureur. On découvre qu'elle est la seule issue à nos contradictions, et que d'ailleurs nous la pratiquons depuis longtemps sans le savoir. Si nous ne jouissons pas encore de ses bienfaits, c'est, expliquent les théoriciens, que nous la contrarions par le jeu de la politique, qui est une activité purement artificielle prolongée des enfances de l'humanité.

Je ne suis pas du tout sûr que l'ère des organisateurs soit proche, ni qu'elle soit souhaitable. Cependant elle a déjà pris place dans la pensée politique où elle entre en concurrence avec les quelques mythes puissants qui sollicitent les hommes dans les époques troubles. Il faut observer avec beaucoup d'attention l'affrontement de ces mythes, car s'ils ont peu de signification en eux-mêmes, ils donnent la mesure de l'attachement ou de la désaffection des groupes sociaux à l'égard de la démocratie. Celui des « managers » ; son succès dans notre littérature politique, depuis quelques mois, montre que les classes dirigeantes françaises ont condamné dans leur cœur le système parlementaire, ou se sont résignées à son remplacement.

Les « directeurs » et le régime parlementaire sous la IV^e République

Notons d'abord que, contrairement à une opinion répandue, les cadres, les directeurs ne sont pas *a priori* hostiles à l'institution parlementaire. Burnham, qui croyait à cette antinomie, ne semblait pas connaître, lorsqu'il publia son livre en 1940, l'existence des groupes de pression (« pressure-groups »), ou il ne sut pas les prévoir. Pourtant l'expression a eu, depuis, une fortune plus grande que celle de ses fameux « managers », comme si le système de corruption parlementaire était devenu dans les régimes d'après-guerre le mode normal de la domination directoriale.

Et, de fait, il est facile de comprendre pourquoi les technocrates ont toujours préféré, à supposer que tous ces phénomènes fussent conscients, agir sur les parlements, et par leur intermédiaire, que de les remplacer. Théoriquement les « managers », avec leurs réseaux de « lobbyists » eussent pu « actionner » indéfiniment le législatif avec le maximum de profit et le minimum de risques, ce qui peut passer pour l'idéal technocratique. Quiconque a fréquenté les couloirs du Parlement ou habité les cabinets ministériels sous la IV^e République sait quelle remarquable organisation parallèle de pouvoirs assurait la domination des intérêts les plus dynamiques. Ces intérêts eussent-ils été mieux servis par eux-mêmes s'ils avaient pris la responsabilité du gouvernement ? Certainement pas. Mais peut-être en eussent-ils retiré de plus grandes satisfactions de vanité ? La remarque vaut surtout pour une autre catégorie de « managers », les hauts fonctionnaires civils et militaires, auxquels se rattachent les chefs des services nationalisés. Ceux-là pouvaient, en effet, penser qu'il fallait faire l'économie de politiciens fantoches qui s'approprièrent les fruits mûrs de leur travail. C'est ce qu'annonçait Burnham : « La domination sociale des directeurs sera reconnue *de facto* et, dans une large mesure, également *de jure*. » Pourtant l'expérience a montré que les bureaux, eux aussi, préféreraient agir par personne politique interposée. S'étonner de cette modestie est méconnaître le caractère intraverti du technicien, et les profondes jouissances que ressent cette sorte d'homme à gouverner sans risque et à détenir la puissance effective, fût-elle secrète — ou peut-être en raison du secret.

Il n'y aurait d'ailleurs pas de sens à dire que dans le précédent régime les directeurs méprisaient les parlementaires et enviaient leurs fonctions. Ils avaient, au contraire, avec eux un pacte fondé sur la reconnaissance réciproque de leurs attributs, et n'eussent pas échangé les leurs, dont celui de la stabilité et de la connaissance réelle des situations, contre ceux des députés qui faisaient trembler mais qui tremblaient eux-mêmes et qui n'avaient pas le loisir d'être compétents. On ne connaîtra jamais l'étendue du pouvoir qu'ont exercé continuellement tel directeur du Trésor, tel commissaire au Plan, tel général ou tel chef de bureau des Arts et Lettres

(1) *L'ère des organisateurs*, par J. Burnham, Ed. Calmann-Lévy.

sur la marche de l'Etat pendant que l'opinion louait ou blâmait successivement gouvernements et législatures pour les actes dont ces managers étaient seuls responsables.

Quand les « directeurs » se substituent aux politiciens

Alors, demandera-t-on, pourquoi ces hommes sont-ils sortis de l'ombre, et qu'est-ce qui les a décidés chez nous à se substituer aux politiciens de 1958 ? L'explication nous en a été donnée par Burnham avec une avance de dix-neuf ans, ou plutôt une erreur de dix-neuf ans qui nous fait hésiter sur la valeur de ses thèses :

« La société directoriale se débarrasse de l'institution représentative de l'ancienne société, non seulement parce qu'un nouveau type d'institution lui convient mieux techniquement, mais précisément parce que les vieilles institutions personnifient l'ancienne société : ce motif les fait mépriser et détester et en fait l'objet de ressentiment des masses (voyez la France en ce début de l'été 1940) ; psychologiquement, idéologiquement, elles ne sont pas appropriées à l'ordre nouveau. »

L'exemple du gouvernement Pétain est en effet éloquent. Gouvernement typiquement directorial, animé d'un esprit de revanche technocratique, il a marqué pour longtemps les structures administratives et l'économie du pays. (Cherchera-t-on à savoir un jour quel complot, synarchie ou autre, a permis un encadrement instantané et aussi efficace ?) Mais s'il a assumé la totalité de la souveraineté nationale, ce n'est pas parce que les masses jugeaient qu'il en était plus capable que le Parlement, c'est parce que tout un régime s'était effondré physiquement et moralement dans la défaite militaire. Sans doute le Parlement de la défaite était honni, mais seule une petite minorité de Français, dans la masse comme dans les cadres, reniait l'institution elle-même. Au surplus, les Français pensaient-ils, même inconsciemment, avoir enfin un régime directorial, du fait que le gouvernement de l'ordre nouveau était commandé par un vieux militaire, et composé de jeunes banquiers ou polytechniciens ? Non, ils ne voyaient, du moins au début de l'été 1940, que la figure quasi mystique de l'ancêtre protecteur, et ils se souciaient peu de savoir quels commis il avait engagé. Aussi bien cette première expérience de gouvernement des « managers » fut-elle entièrement perdue. Elle était peut-être prématurée, elle fut en tout cas compromise avec la politique de collaboration.

Système gaulliste et aspirations directoriales

Mais une nouvelle chance de s'affirmer lui est offerte aujourd'hui dans des conditions de légitimité incontestables, ou presque. Nous retrouvons, plus exacte qu'il y a dix-neuf ans, la description de Burnham. Le « ressentiment des masses à l'égard de l'institution représentative de l'ancienne société » s'est manifesté dans des formes démocratiques. Une société apparemment directoriale s'est installée au pouvoir. Un général dirige en chef, avec un état-major de hauts fonctionnaires. La souveraineté des bureaux est reconnue *de jure*. La « localisation de la souveraineté », selon le jargon directorial, a

échappé au Parlement et a été transférée aux cadres. Tel semble être du moins l'esprit, sinon la lettre, de la nouvelle Constitution.

La correspondance est si frappante que beaucoup d'observateurs politiques à l'affût de tous les indices de changement y ont vu la confirmation des prophéties de Burnham. Certains n'ont pas hésité à y chercher la clef des phénomènes encore obscurs de la révolution gaulliste. On a fait grand cas du récent livre de Roger Priouret où se trouve cette analyse.

« Quand une classe — ou un ensemble de catégories sociales — détient la partie la plus dynamique de l'appareil de production, quand elle prend conscience du pouvoir qu'elle peut conquérir, il est sans précédent qu'elle ne cherche pas à imposer le régime qui la sert. Or, nul doute sur le but que souhaitent atteindre les directeurs, les cadres et les ouvriers intégrés : ils veulent un exécutif fort et stable en mesure d'orienter fermement l'économie dans le sens du progrès industriel.

« Donc, pour eux, pas de régime parlementaire, à la fois parce qu'il est incapable d'assurer un gouvernement durable et parce qu'il est trop sensible aux criaileries des victimes de la révolution technique ; mais, au contraire, un régime présidentiel, soit du type américain, c'est-à-dire direct et franc, soit du type allemand, c'est-à-dire camouflé en régime parlementaire. »

A s'en tenir à cet extrait, il ne fait plus aucun doute que la révolution du 13 mai est celle des directeurs et que Burnham est le Karl Marx du capitalisme occidental. Mais Roger Priouret est trop honnête pour tricher ainsi avec l'histoire. Il ne dit pas, comme *l'Humanité*, que de Gaulle est une création des classes dirigeantes mais au contraire qu'il a été porté au pouvoir par les classes déclinantes. Il craint les conséquences de ce malentendu. Je suis d'accord avec lui sur ce dernier point et en contradiction sur les autres, car je crois que le malentendu est partout et qu'il n'y a même pas concordance entre le système gaulliste et les aspirations directoriales. C'est probablement pendant la trêve des confiseurs, en décembre 1958, que M. Priouret a écrit : « En bref, directeurs, cadres et ouvriers intégrés ont trouvé la forme de gouvernement et le responsable du pouvoir qui semblent les satisfaire ». La trêve fut rompue dès les premières heures de 1959, lorsque de Gaulle put réellement gouverner, c'est-à-dire opérer des choix. Ces choix firent aussitôt éclater la coalition hétérogène du soi-disant régime des directeurs. Les cadres financiers et les cadres syndicaux, les cadres industriels et les cadres agricoles étalèrent leurs discordances d'opinions et d'intérêts. Moins que jamais les cadres de la magistrature et ceux de l'enseignement pensèrent qu'ils avaient enfin la réalité du pouvoir. Quant à ceux de l'armée, qui eussent dû se sentir comblés dans un parfait régime directorial, on commence à voir que leur préférence se tourne à nouveau vers un régime parlementaire faible...

Comment dominer la technocratie sans nuire à l'efficacité

L'utopie qu'est le « gouvernement des managers » saute aux yeux, ainsi que l'erreur de croire que les régimes améri-

cain et allemand se rapprochent de ce type de gouvernement. Un exécutif stable, un pouvoir concentré ne signifient pas que la technique l'emporte sur la politique dans la gestion de l'Etat. Au contraire, mieux l'Etat est organisé, plus les organisateurs sont subordonnés aux instances politiques, car seules celles-ci peuvent faire les arbitrages nécessaires, alors que dans un Etat libéral il appartient à chaque directeur de faire prévaloir lui-même ses vues en s'insérant dans les circuits politiques. Jamais les cadres de la Sécurité sociale, des entreprises nationalisées, des syndicats ouvriers ne retrouveront la puissance qu'ils s'étaient acquis dans le système parlementaire en colonisant les partis.

L'Etat américain, à mesure que se renforcent ses structures technocratiques, l'importance de la fonction politique suprême y prend les dimensions d'un drame. Or, il est significatif de voir combien les partisans du régime directorial sont discrets sur la fonction politique. Ils estiment sans doute qu'elle se résoud dans une convergence des volontés organisatrices, ou ils la considèrent comme une technique spécialisée parmi d'autres. Autrement dit, ils escamotent le problème qui précisément obsède l'Amérique et l'ensemble du monde libre : comment renforcer l'autorité sans affaiblir la démocratie, comment dominer la technocratie sans nuire à l'efficacité ?

Assurément on peut résoudre la difficulté avec un vocabulaire spécialisé. Michel Drancourt, dans un récent éditorial de « Réalités » définissait ainsi le régime directorial :

« Il s'agit d'un régime où comme dans les entreprises industrielles, on retrouve à la fois l'autorité, la durée et le conformisme. L'autorité est aux mains d'un cercle de dirigeants qui sont tacitement d'accord entre eux pour donner à l'un de leurs membres une voix prééminente. Pour la conserver, celui qui la détient est tenu de chercher l'appui d'un clan directorial qui l'aide dans sa tâche, mais profite de sa position. Il doit l'affermir en suscitant l'accord profond de la masse de ceux qui participent au travail de la société. Enfin, il ne peut réellement faire la démonstration de ses capacités que si quelques détails lui sont accordés. »

Cette excellente description du régime de Khrouchtchev, si nous la transposons en termes de démocratie occidentale, nous ramène à nos vieux problèmes. Que le « cercle de dirigeants » soit celui des députés ou des techniciens, ou encore un club d'officiers, que la « voix prépondérante » soit celle du Président du Conseil, du premier secrétaire du Parti, d'un colonel ou d'un financier, il n'y a là aucune novation par rapport à tous les schémas politiques que nous connaissons depuis Solon. Quant à « l'accord profond de la masse », c'est rien moins que le problème de la démocratie qui est posé et résolu dans cette rapide formule.

L'accord profond de la masse ?

L'accord profond de la masse, comment l'obtient-on, comment s'exprime-t-il ? C'est là encore, pour les managers, affaire de technique. Ils ne voient pas pourquoi la publicité, qui leur assure tant de prise sur la clientèle, ne donnerait pas d'aussi bons résultats dans l'orientation civique. Déjà tel

pape de la publicité se flatte d'être appelé à Matignon chaque fois qu'un nouveau gouvernement s'y installe. Il n'est pas loin de croire qu'il a introduit en France la démocratie synthétique et que sondage et affichage sont les deux mamelles de l'Etat directorial. C'est assurément aux ressources de son art que pensait M. Drancourt en écrivant cette phrase équivoque : « Il est certain que pour se maintenir le leader directorial doit imposer une doctrine capable d'exciter les imaginations, de répondre aux aspirations naturelles des participants ». Si nous ne savions pas, par ailleurs, que le modèle de l'éditorialiste de « Réalités » est M. Marcel Bleustein-Blanchet, nous pourrions nous demander si ce n'est pas le souvenir de Mussolini qu'il avait à l'esprit.

Car il y a une singulière parenté entre la doctrine de l'Etat directorial et celle de l'Etat corporatiste défini dans les premiers écrits de Mussolini. Ces deux doctrines ont leur origine commune dans Proudhon, ou plutôt à travers lui, dans la tradition pythagoricienne. L'une et l'autre estiment que la souveraineté circule de haut en bas. Le leader doit « imposer une doctrine », mais, miracle, cette doctrine « répond aux aspirations naturelles des participants ». Ce miracle a porté des noms barbares : propagande, viol des foules. Aujourd'hui les organisateurs l'appellent hypocritement : publicité, mise en condition. Mais c'est toujours la même chose depuis les origines de la société occidentale.

La conception du pouvoir sous la V^e République

On mesure dès lors combien il est artificiel de voir dans la V^e République une étape sur la voie du régime directorial, en dépit de certaines ressemblances qui ont pu abuser les observateurs. Bien sûr, on assiste à un recul de l'institution parlementaire, et à l'entrée en scène des grands commis. A propos de la réforme financière, P. Drouin a pu intituler un de ses brillants articles dans « Le Monde » : « *Les nouveaux managers* », et montrer qu'une opération lourde de conséquences pour le niveau de vie des Français avait été conçue par une équipe de techniciens en marge du pouvoir. Il est vrai aussi que nos « leaders directoriaux » cherchent le contact direct avec l'opinion, comme les responsables des grandes entreprises avec leurs employés ou leurs actionnaires par le recours aux techniciens des relations publiques. « Autorité, durée, conformisme » remplacent « Liberté, égalité, fraternité ». Pourtant, nous sommes loin de l'avenir directorial puisque nous sommes dans le passé monarchique.

On trouverait de plus utiles références au présent dans Joseph de Maistre que dans Burnham. M. Rueff fait davantage penser au baron Louis qu'à un cadre du XXI^e siècle. M. Couve de Murville est plutôt un dynaste qu'un technocrate. M. Soustelle est un personnage de la Comédie Humaine. Pour M. Malraux, il faut remonter beaucoup plus haut encore. Que veulent les directeurs que ne voulaient les capitalistes du siècle dernier ? « Ils veulent, nous dit R. Priouret, dans le passage déjà cité, un exécutif fort et stable en mesure d'orienter fermement l'économie dans le sens du progrès industriel. » Le Second Empire a comblé

les vœux de leurs arrière-grands-pères, la V^e République se prépare de la même manière à combler les leurs. Rien n'est fondamentalement changé dans la conception du pouvoir.

La politique en est plus que jamais le moteur actif et passionné, et les techniciens n'y occupent une place privilégiée que parce qu'ils sont des rouages obéissants et qu'ils transmettent sans faute l'énergie du moteur. Cette situation est celle qui les prédispose le moins à s'approprier la réalité du pouvoir et à en recueillir l'héritage le moment venu. Elle prolonge au contraire la tradition de leur irresponsabilité et renforce le caractère original de la fonction politique.

Celle-ci reprend du prestige à être concentrée momentanément dans les mains d'un chef imaginatif dont la succession ne pourra être que plus fortement encore marquée par la politique. Une telle évolution nous conduit soit à l'aventure du pouvoir personnel de type dictatorial, soit au retour vers des formes parlementaires classiques. Cette dernière hypothèse me paraît plus probable dans le proche avenir parce qu'il n'y a pas eu de profonde rupture dans le principe de légitimité. Un homme incarne ce principe au lieu d'une Assemblée, mais il se veut dans la tradition et il prolonge, en le vivifiant, le vieux sentiment de la communauté nationale, le même amour violent des libertés publiques.

La Révolution directoriale par l'Armée

L'ère des organisateurs qui doit assurer, par la méthode et la technique, la plus grande efficacité suppose un transfert brutal de la souveraineté à de nouveaux groupes mieux adaptés. La « révolution » gaulliste n'a dépossédé une faction politique que pour investir une autre faction mais il s'agit toujours du même groupe d'hommes, politiciens par tradition ou par tempérament, qui aiment le jeu dont ils respectent plus ou moins loyalement les règles. La révolution directoriale, elle, devra déposséder le groupe tout entier au profit d'organismes de nature technique fortement structurés et spécialisés précisément dans l'organisation sociale. Mais pourquoi dans cette hypothèse pense-t-on toujours à une mythique classe de polytechniciens et de syndicalistes, qui n'a aucun sentiment vivant de sa solidarité, quand il existe déjà chez nous une formidable machine à intégrer scientifiquement les hommes et que cette machine est désormais la seule alternative au système de la démocratie parlementaire ? L'armée est, dans la France d'aujourd'hui, la force la mieux préparée à organiser la vie collective, orienter les esprits et instituer un ordre nouveau. L'armée « pacificatrice », « éducatrice », que n'avait pas prévue Burnham, se propose pour appliquer dès maintenant ses techniques administratives et psychologiques à la nation. Qu'est-ce qu'un officier, sinon un cadre par excellence ? Des milliers de directeurs sont là, prêts pour des tâches moins destructrices, moins dangereuses que la guerre dont ils oublieraient volontiers — nous ne leur en ferons pas le reproche — qu'elle était leur destination première.

Je m'étonne que les auteurs cités plus haut n'aient pas vu que la transcription française de la « méritocratie » anglo-saxonne, que l'application immédiate de l'utopie du

XXI^e siècle étaient un régime militaire. Pourtant, une abondante littérature décrit l'armée d'Algérie comme la plus moderne et la plus dangereuse des entreprises d'action psychologique. Une gauche alarmiste et un peu mythomane voudrait nous faire croire à l'infaillibilité politique des nouvelles « culottes de peau ». Il est vrai que ces culottes sont disponibles en quantité et que leur présentation à encadrer la nation n'est pas numériquement déraisonnable. A supposer que le gouvernement soit désormais affaire de technique pure, comme l'assurent tant de nos nouveaux penseurs, ce sera en France l'affaire de l'armée avant d'être celle des managers de l'industrie et du commerce.

Fonction politique et Technocratie

La seule question est donc de savoir si le gouvernement d'une nation a cessé d'être une affaire politique, c'est-à-dire une combinaison de volontés humaines et de forces naturelles, de sentiments et de mécanique. On a pu le croire il y a quelques semaines lorsque de Gaulle abandonna un instant — une fraction d'éternité — tout le pouvoir à ses officiers d'intendance, purs experts financiers, animaux à sang froid. C'est à ce moment-là, on l'a vu, que la légende des « managers » s'affirma. On oublie seulement tout ce qu'une telle opération présupposait d'hésitations, de luttes d'influences, d'esprit d'opportunité, ou de jeu, et les efforts que le gouvernement et sa majorité politique ont dû déployer depuis pour corriger les erreurs psychologiques du système des experts.

Cette faculté de choix, et de correction empirique, aussi longtemps que les hommes resteront groupés dans les cadres historiques des nations où règnent les esprits du passé, s'exprimera par la fonction politique. Cette fonction peut être définie ainsi : le gouvernement de l'homme par l'homme, ou du peuple par le peuple, par opposition à la technocratie qui est le gouvernement des hommes par les choses. La technocratie suppose une rupture des traditions, un éclatement des cadres nationaux et la suprématie des machines sur de grandes masses, et de grands espaces.

L'ère des organisateurs, lorsqu'elle arrivera, on l'appellera d'un autre nom, car elle sera l'ère des ordinateurs, celle des machines électroniques qui auront fait la preuve qu'elles choisissent, prévoient et corrigent mieux que l'homme les situations où il est lui-même engagé. Les « managers » seront ceux qui auront la responsabilité des machines et il est possible qu'ils n'aient plus alors aucune trace de la nature politique de leurs devanciers, tant les variables humaines joueront peu de rôle dans les problèmes de la cybernétique sociale.

Une telle utopie paraît à première vue beaucoup plus improbable que celle du gouvernement des cadres. Pourtant il me paraît certain que l'on fera l'économie de cette étape directoriale ou que du moins, si nous la franchissons, elle ne se distinguera en rien d'une force classique du pouvoir politique, avec les intrigues, les passions, les erreurs de toutes les expériences politiques, y compris des retours particulièrement brutaux des instincts refoulés de la démocratie.

FRANÇOIS FONTAINE.

LA VIE, CE N'EST JAMAIS QUE DU GUIGNOL.

L'HURLUBERLU

de Jean ANOUILH

« **L'**HURLUBERLU » était attendu comme un événement, ce qui était normal pour la nouvelle œuvre d'un grand auteur dramatique, du plus grand peut-être parmi les Français, du seul, si l'on prend à la lettre le terme « dramatique », puisqu'il ose encore aborder des thèmes sérieux et profonds, tandis que la majorité des théâtre affichent actuellement des pièces légères, faciles, érotiques ou à prétention philosophique, le plus souvent traductions ou adaptations d'œuvres étrangères.

Jean Anouilh pense en français, écrit en français directement pour le théâtre ! Bravo ! Et il en est arrivé au stade où le public va entendre son style, ses trouvailles, ses répliques qui d'un diamant ont le brillant, les facettes ou l'arête coupante, et cela, sans se soucier, au fond, du prétexte qui se joue, c'est-à-dire de la pièce ! Et c'est dommage ! On a l'impression, depuis ces dernières années, que cet auteur a négligé le côté « pièce en soi »... pour présenter chaque fois un nouveau festival Anouilh !

Dans « L'Hurluberlu », il semble qu'il ait cédé également à ce vertige de l'esprit et de l'ironie auquel a succombé parfois Giraudoux.

La première partie de l'ouvrage est éblouissante : les personnages sont bien campés, dessinés avec un souci exact des nuances ; l'intérêt du spectacle est toujours soutenu.

Malheureusement à partir du troisième acte, la pièce s'étire en longueur, non seulement celle qui se joue, mais aussi celle qui se déroule sur le petit théâtre d'amateurs

placé au milieu du jardin ; la monotonie apparaît dans le texte, et le héros lui-même perd de sa force percussante, au moment où il est le plus humain, le plus pitoyable, car il souffre, il aime...

Et il souffre d'autant plus qu'il est obligé de vivre dans un monde qui n'est pas fait pour lui. Qu'est-ce, en effet que cet Hurluberlu ?... Un retardataire égaré dans le siècle de la vitesse, du matérialisme et des compromissions... Un « réactionnaire » ridicule et attendrissant, amoureux de la France et de sa femme. Il s'agit d'un général limogé pour avoir conspiré contre le régime... Et comme il s'ennuie dans son village, il essaie de fomenter un complot avec les quatre notables du coin, en vue de réformer et d'épurer le pays. Bien entendu, sa vertu, son intransigeance, son entêtement lui feront perdre peu à peu ses amis, et même sa femme. Quant à la France, elle se moque bien de lui !

Tout ce qui concerne la satire de nos mœurs est parfaitement réussi. Les vérités les plus cruelles passent admirablement sous les rires que soulève la cocasserie de certaines scènes, telles que celle où l'époque de la marmite en terre est opposée à l'époque de la cocote-minute, ou celle de la parodie d'un certain théâtre d'avant-garde dans le style « Ionesco-Beckett ».

Or, malgré tout le plaisir d'une rare qualité qui se dégage de la représentation de « L'Hurluberlu », il demeure une impression de mélancolie, car on évoque, malgré soi, l'Alceste moderne qu'Anouilh aurait pu nous donner ! Son héros serait plutôt le contraire d'un misanthrope, tant il prône la valeur en soi de l'individu par rapport à l'enlèvement qu'il subit actuellement dans la collectivité, tant il veut du bien à ses semblables ou compatit à leurs malheurs ! En outre, ce général, déjà père de grands enfants qui ne présentent aucun intérêt, est remarié avec une jeune femme douce, insatisfaite, mais assez atone et conventionnelle qui n'a rien de commun avec une Célimène... Et puis, cette acceptation d'un compromis avec la vie qui clôture l'ouvrage, n'est pas non plus en harmonie avec les réactions d'un Alceste réincarné de nos jours !

Par contre, il y a en ce personnage un côté Don Quichotte qui plaît. Et il est possible que cette interprétation ne soit pas contredite entièrement par l'auteur, puisqu'en faisant passer la frontière à sa pièce, il en a changé le titre, et qu'ainsi « L'Hurluberlu » est devenu « Le Général Quichotte ».

Il est à peine besoin d'ajouter que la présentation de « L'Hurluberlu » à la Comédie des Champs-Élysées est digne d'éloges, tant en ce qui concerne les décors et la mise en scène que l'interprétation de laquelle émergent MM. Guerini, Perès et Meurisse, ce dernier n'étant peut-être pas tout à fait physiquement le personnage du général et contribuant à accentuer le côté un peu « fantoche » et « vaincu d'avance » du héros de la pièce.

Tony ERENA.

G O H A

PAS d'audace tapageuse, pas d'originalité prétentieuse, pas de sensualité frelatée, pas d'intellectualisme ambigu, aucune complaisance pour la violence ou pour le vice, mais de la gentillesse, de la poésie, de la fraîcheur, de la naïveté autour d'une touchante histoire d'amour et de mort : tel est « Goha », conte de fées, conte oriental, rêverie bleue et rose qui s'achève sur une note mélancolique. Co-production franco-tunisienne, premier long métrage de Jacques Baratier, « Goha » est une très libre adaptation par le poète Georges Schéhade d'un ouvrage inspiré d'une légende arabe célèbre dans tout le Maghreb, en Egypte, au Liban.

Qui est Goha ? « un homme qui fait l'innocent pour mettre les autres dans leur tort, un sage qui traite les choses à l'envers pour en démontrer l'erreur ou la vanité ».

Perpétuellement menacé par un père coléreux, Goha n'est pas triste, car Goha a deux amis, son âne et un musicien aveugle ; et Goha aime le soleil, les fruits, les

fleurs, la vie, les ombres qui la nuit dansent sur les murs. Goha est pauvre, mais il est riche à sa manière qui est celle des êtres purs et simples qui s'émerveillent de toutes choses, qui donnent leur cœur à leur âne, à leur ami, à leur bien-aimée.

Goha qui n'est pas laid, qui n'est pas joli, joli, mais qui a bon appétit, a rencontré l'amour sous les traits d'une ravissante jeune femme, Fulla, épouse d'un vieux savant Taj-el-Ouloum. De cette idylle adultère Fulla meurt, et le candide Goha, après avoir obtenu le pardon du noble Taj-el-Ouloum ira se suicider dans la rivière.

Une douceur nonchalante et une tendresse ingénue, que nuance souvent une pétillante malice, baignent tout ce film. Le charme des images, la féerie des couleurs, la fantaisie et l'humour de certaines scènes, la pudeur dans l'expression des sentiments, le pittoresque enchanteur et familier d'un Orient riche en séductions, font de « Goha » une œuvre qui, malgré quelques maladresses, laisse dans le cœur du spectateur un peu de la lumière du soleil tunisien et dans son esprit un peu de la sagesse profonde et fraternelle d'un beau conte, gracieux témoignage d'une civilisation et d'un folklore.

Henri BOURBON

LA PASSION

SELON SAINT-MATHIEU

dirigée par Fritz WERNER

ON attribue généralement un rôle tout particulier à la *Passion selon saint Mathieu* dans la redécouverte de Bach par les musiciens romantiques ; en effet, en 1829, pour le centenaire de cette Passion, Mendelssohn en dirigea une exécution qui était... très mendelssohnisée, mais qui fit cependant grand bruit. Cette partition colossale, quasiment oubliée après la mort de Jean-Sébastien Bach, connaît maintenant, malgré ses proportions imposantes, une faveur auprès des mélomanes qui se traduit par la relative abondance des réalisations discographiques qui lui sont consacrées.

Les recherches des musicologues — allant de pair avec la faveur manifestée par le public — permettent d'établir clairement quelques notions importantes concernant cette Passion.

Jean-Sébastien Bach a vraisemblablement composé cinq Passions, ce qui est fort peu en regard des dix-neuf Passions de Telemann ; deux d'entre elles ont été perdues et l'authenticité de la troisième — *La Passion selon saint Luc* — est mal établie ; il nous reste donc deux Passions inspirées par les textes des apôtres saint Jean et saint Mathieu, deux Passions qui présentent de sensibles différences tant par le style que par leur construction ; la première est plus spontanée et la seconde plus « intellectuelle », mais, dans l'une comme dans l'autre, Bach exprime nettement une réaction contre le style théâtral à la mode dans la plupart des Passions de son époque.

La Passion selon saint Mathieu est bâtie sur plusieurs éléments récitatifs, chœur, choral, air et arioso. Le récitatif narre simplement les faits de la Passion ; chaque événement est commenté par un aria précédé d'un arioso. Le chœur figure les réactions de la foule pendant que se déroule la Passion et, plus encore, de l'humanité tout entière, tandis que le choral représente les instants de méditation, l'émotion du chrétien devant la mort de Jésus. *La Passion selon saint Mathieu* est donc, à la fois, action et recueillement, « Drame et Prière » selon l'expression de Norbert Duffourcq.

On conçoit aisément que les interprétations de la *Passion selon saint Mathieu* oscillent entre ces deux pôles, à la recherche d'un difficile équilibre. Or, avec l'enregistrement proposé par la firme Erato et dirigé par Fritz Werner (1), l'équilibre est parfaitement atteint : la Passion est vivante, elle se déroule devant nous, mais elle s'élève également et nous étreint par son lyrisme

dépouillé : « Drame et Prière » ont trouvé leur point de rencontre définitif.

Une telle interprétation n'était possible qu'avec des solistes vocaux et instrumentaux de grande classe ; au premier rang, nous citerons Helmut Krebs, évangéliste sobrement dramatique, et la soprano Agnès Giebel déjà présente dans la version de Kurt Thomas qui conserve, trois ans après son enregistrement, de solide atouts. Nous ne saurions passer sous silence la participation des bois français qui justifient peut-être la mention portée sur la pochette « Production 100 % française » (?) ; il est vrai que la France est également représentée par l'organiste Marie-Claire Alain et surtout par les ingénieurs du son dont la performance est remarquable.

Félicitons enfin la maison Erato pour la formule extrêmement souple qu'elle nous propose : l'enregistrement de la *Passion selon saint Mathieu* existe en deux versions, monophonique et stéréophonique ; il est, en outre, accompagné d'un luxueux coffret et d'une plaquette de M. Jacques Chailley vendus séparément.

Parmi les 99 Prix de l'Académie Charles Cros, cet enregistrement a trouvé sa place : c'était lui rendre justice.

Claude SAMUEL.

(1) Version monophonique : LDE 3101 à 3104.

Version stéréophonique : STE 50006 à 50009.

CINQ PASSIONS ?

Portrait d'un officier

DANS l'œuvre de Pierre-Henri Simon, le livre intitulé « Portrait d'un officier » tient une place à part. J'ai ouvert ce récit avec hésitation. Les œuvres qui tiennent le milieu entre le roman et l'essai provoquent toujours en moi de la sévérité. Elles sont la plupart du temps trop faciles. Cette fois-ci, j'ai été bouleversé. Le livre est excellent. Il tient, je le répète, une place de choix dans l'œuvre maintenant importante de l'auteur. Il représente comme une charnière, celle où vient s'articuler sans faiblesse et justement sans qu'il ait été concédé à la facilité les dons du Créateur et ceux du philosophe. On sait le succès qu'avait remporté le courageux essai que Pierre-Henri Simon avait écrit : « Contre la torture ». Il y prenait à son vrai niveau le problème qui divisait alors la France. De la correspondance reçue, des polémiques engagées à la suite de cette éclatante prise de position, il avait tiré en 1958 un nouveau livre d'essai : « La France a la fièvre ». Il y précisait sa position d'humaniste chrétien à qui l'injustice ne peut rester indifférente, qui refuse le prix dont il faut payer les réalisations communistes ou les simplifications des fascistes, et qui se prononce finalement, en face des maux dont souffre aujourd'hui la France, pour un réalisme moral. Pierre-Henri Simon concluait dans une post-face écrite après les événements de juin dernier :

« La force des révolutions semble irrésistible, et l'esprit, constatant la rapidité, l'étendue et la contingence de leurs résultats, est d'abord enclin à s'humilier. Il aurait tort de le faire, car c'est à lui qu'incombe de reconnaître la vérité ; or la vérité demeure, et c'est elle finalement qui commande. Vérité des faits : le peuple français n'est pas né pour la servitude ; la classe ouvrière est majeure et n'acceptera jamais aucune forme de fascisme ; l'Europe tend à l'unité ; les peuples sous-développés et colonisés exigent de vivre dignes et libres. Vérité des principes : la civilisation ne se conçoit que fondée sur le respect de la personne, et la politique n'a d'efficacité durable qu'en reconnaissant la solidarité des peuples et la transcendance du droit. Si grand que soit un

homme, il ne gouvernerait pas longtemps contre la vérité. Si fort que soit un régime, il se brisera toujours quand il méconnaîtra l'ordre des choses et les exigences de l'âme. »

Il était permis de croire que l'auteur avait ainsi exprimé, sur un sujet qui nous angoisse, toute sa pensée. Il avait pourtant découvert, je pense, en cours de route, de nouvelles perspectives. Sa méditation s'était enrichie. Elle s'était laissée emporter vers de nouveaux rivages, notamment vers le problème que soulève chez un homme d'honneur, dans les temps troublés, l'exercice du métier militaire. La masse de réflexions qui avait alimenté deux livres d'essais s'ordonnait alors dans une direction, de toute façon nouvelle. Elle était devenue capable d'alimenter une œuvre d'art. Pour achever de se libérer de son lourd souci, que nous portons d'ailleurs avec lui, Pierre-Henri Simon écrivit ce « Portrait d'un officier » où les thèmes développés dans les livres précédents sont repris, élargis, mêlés à de nouveaux débats pour donner ce récit dont le caractère linéaire ne doit point masquer la beauté et la profondeur. Et comme l'auteur écrit naturellement sur le mode majeur, en un style rigoureux, cela donne un livre grave, étincelant, de formules, et qui dépose une abondante moisson, malgré sa brièveté, dans l'esprit du lecteur non prévenu.

« Portrait d'un officier », c'est l'histoire vue, à travers le destin d'un homme, des problèmes moraux et nationaux qui se posèrent à l'armée française depuis vingt ans, depuis la perte de la bataille de France en 1940 et la difficulté d'épuiser le temps dans la monotonie des camps de prisonniers en Allemagne. L'habileté de l'auteur et son honnêteté aussi, il faut bien le dire, a été de remonter jusque-là, de prendre le mal à sa racine pour aboutir aux tragiques débats que la guerre d'Algérie a fait naître, que le coup d'Etat du 13 mai et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ont estompé sans leur donner encore une solution définitive.

Jean de Larsan est le héros de ce livre. C'est un officier de métier, de tradition, de vocation profonde. Il est de noblesse pauvre et relativement récente. C'est Louis XIV qui a ennobli sur le champ de bataille, à la fin de la guerre de 30 ans, une cornette de dragons portant ce nom. Depuis ce jour-là, il y a toujours eu un Larsan pour combattre dans l'armée et, si

possible, à cheval. Lorsque, par hasard, dans cette famille qui vit en Armagnac, l'aîné s'accroche aux vignes de la gentilhommière ou s'égare vers la magistrature, le cadet prend la place de soldat. Pour lui, pour celui qui sera le héros du récit, l'entrée dans l'armée, la préparation à la guerre de 39, ont été comme une entrée en religion. Jean de Larsan se présente à nous, et le cas est moins rare qu'on ne le croit, comme une sorte de soldat chevalier. Parlant de lui-même, il se place spontanément dans la ligne de Don Quichotte et s'accuse d'idéalisme.

Les premiers combats au cours desquels il se couvre de gloire et de décorations se situent en Belgique, en 1940, alors qu'il a 20 ans et qu'il est à peine échappé de Saint-Cyr. Lorsque l'auteur fait sa connaissance, c'est dans le camp de prisonniers où ils moisissent ensemble. Larsan est indigné par le récit d'un officier de réserve qui avoue avoir tué, afin de ne pas le rendre, un prisonnier allemand au moment qu'il allait être pris par l'ennemi. A ce geste qu'il qualifie d'assassinat, le jeune Larsan solitaire, réfléchi, silencieux et intelligent, oppose le geste chevaleresque de l'officier allemand qui l'avait fait prisonnier et qui avait tenu à partager à ses côtés les dangers qu'il était contraint de lui faire courir. Au-delà de la patrie, dès le début de ce livre, Larsan reconnaît une certaine fraternité de chevalerie.

L'auteur qui nous fait le récit de cette vie retrouve son héros, 17 ans plus tard, à la gare de Marseille, alors que tous les deux rentrent chez eux dans leur province voisine du Sud-Ouest. Larsan n'a pas changé. Il a vieilli. Il est en civil. Il a surtout renoncé à être officier. La guerre d'Indochine et celle d'Algérie lui ont posé trop de problèmes de conscience qu'il n'a pas su résoudre à son gré. Il a donné sa démission. Il raconte à l'auteur, à l'ami retrouvé aux côtés duquel il va regagner ses foyers, son aventure. C'est celle de l'armée française. C'est aussi celle qui fait la trame incomparable de ce récit dirigé et lyrique. Au fur et à mesure que Larsan raconte ses souvenirs à son ami, la campagne française intervient sous les yeux de ses deux compagnons retrouvés et qui parlent debout dans le couloir d'un grand express pour donner comme un cadre terrestre plein de champs, d'arbres et de réalités matérielles à ce dialogue sur l'honneur militaire et les obligations que nous avons à l'égard de la patrie.

Larsan s'est évadé du camp où les Allemands le tenaient inutile et désœuvré. Il a rejoint l'Afrique du Nord. Il a fait la campagne d'Italie. Il a manqué avec rage le débarquement en France parce qu'il avait été affecté à un état-major où l'on réduit la guerre en formule abstraite. Il a fait de l'occupation auprès de De Lattre de Tassigny (pardon Fabre de Harcourt). Il a failli épouser une Allemande. Période de compensation et de satisfaction pour l'orgueil. Un corps d'occupation réduit, dirigé par un chef étincelant et trop doué, tenta alors de remonter le courant et d'imposer à l'ennemi héréditaire, à cette Allemagne vaincue sur le corps de laquelle Larsan découvrait les abcès purulents que formaient les monstrueux camps de concentration, la vision d'une France malgré tout victorieuse et respectable. Puis, ce furent les batailles de l'Indochine et la nécessité soudain découverte de répondre à cette question lancinante que lui posaient tous les indigènes qui rencontraient ceux qui combattent comme ceux qui servent à ses côtés : une guerre coloniale est-elle juste au XX^e siècle ? En Algérie, le problème se posa à lui sous une forme plus directe encore en raison de la supériorité des forces françaises et des excès auxquels les chefs se croient parfois contraints. Devant la trahison et la mort d'un de ses hommes, Musulman d'origine, fils de son meilleur sous-officier mort lui-même à ses côtés en Indochine alors qu'il lui avait imposé de continuer de servir, Larsan lâche pied. Il renonce à ce métier qu'il avait conçu de faire autrement avec amour, avec noblesse, avec loyauté. Il retourne, craignant l'incompréhension des siens, vers sa terre d'Armagnac pour se consacrer aux travaux paisibles qu'apporte la culture du blé ou la récolte du miel. Nous l'abandonnons à la fin du livre en gare de Toulouse, avec amitié nous aussi, avec tristesse, j'allais écrire avec tendresse, l'âme lourde et l'esprit enrichi par tous les propos qu'il nous a tenus tout au long de ces 175 pages que nous avons lues d'un seul souffle.

« Ayant en vain appelé un porteur, mon ami descendit sur le quai, me fit encore un signe, et, chargé de ses deux lourdes valises, il suivit la cohue. Je le regardai s'éloigner ; ce fardeau à bout de bras, la longueur de la nuit et peut-être aussi la peine d'avoir beaucoup parlé, remué le fond, ne laissaient plus sa jeunesse indemne. Cette pres-tance et cette allure du soldat, que la

veille encore j'admirais en gare de Marseille, il ne les avait plus tout à fait ; l'affaissement des épaules, la lourdeur du pas découvraient soudain l'homme qui porte un passé et le poids d'un chemin ardu. Ceux qui l'attendaient dans ses vieux murs et qui l'eussent accueilli avec tant de tendresse et de fierté si la guerre le leur eût rendu mutilé dans son corps, allaient-ils comprendre qu'ils voyaient revenir un grand blessé ? Oui, Jean de Larsan rentrait chez lui brisé dans son âme, fatigué d'avoir fait honnêtement et lucidement son métier de soldat, avec le projet d'y sauver l'homme. Tel, je suppose qu'il devait plaire au regard de Dieu. »

Faut-il ajouter quelque chose à ce compte rendu que j'ai voulu sincère ? Je m'étais proposé de prolonger le dialogue, de parler à mon tour du problème qui se pose aujourd'hui à l'armée française, il n'y a pas grand chose à dire après Pierre-Henri Simon. Je renvoie pour l'essentiel à la lecture de ce livre qui dit bien, en formules justement frappées, ce qui doit être porté à la connaissance du lecteur. Larsan renonce parce qu'il a voulu introduire dans la guerre un élément moral qu'il n'est pas certain qu'elle puisse toujours porter avec elle. C'est du moins ce qu'affirme à cet officier chevaleresque son supérieur hiérarchique, le colonel Dhagondange, rodé par Polytechnique, fourbi par l'école de guerre, exercé par les missions coloniales, plein de système et de méthode. Dhagondange cherche l'efficacité et fait la guerre sans s'embarasser des hommes qu'il manie comme des pions. Il est sans complexe. Il excuse ce que la nation lui a ordonné de faire. Il a transporté l'esprit de logique dans la guerre, et comme il s'est converti à l'ordre catholique il se trouve naturellement renforcé dans sa position par l'aumônier de son régiment, le R.P. Legouey, un intégriste pour lequel la guerre maintient les formes morales de l'individu, encourage les valeurs de discipline et d'autorité et qui pense qu'il faut appliquer à l'adversaire sa propre loi, c'est-à-dire la loi du talion. Le colonel Dhagondange ne scandalise point Pierre-Henri Simon. Celui-ci reconnaît, du fait même de la conclusion qu'il donne à son récit, appuyé par l'exemple Bollardièrre, et même peut-être de Bigeard, qu'il n'est point facile de moraliser la guerre. Il s'indigne contre le R.P. Legouey, lui aussi jailli de sa plume, lui aussi fidèle, hé-

las ! à une certaine réalité, car en raisonnant comme il le fait, cet aumônier militaire sort de son ordre et trahit l'esprit dont il est. Disons plus : il encourage le pouvoir au moment même où il devrait le rappeler à une plus juste notion du droit, de la morale et de l'enseignement pontifical le plus net. La circulaire pastorale récemment établie par Mgr Badré sur la théologie et la guerre, circulaire qui fut répandue largement parmi les aumôniers militaires, est venue nous montrer que s'il s'était trouvé quelques prêtres pour raisonner comme le R.P. Legouey, leur attitude n'était conforme ni à la vérité de l'Eglise ni à celle de la majorité de ses prêtres.

Il est bien vrai que les prêtres sont là pour dire l'Evangile et les officiers pour exécuter les ordres qui leur sont donnés. Encore faut-il ne point les lancer après vingt ans d'humiliation et de défaite dans de nouvelles aventures impossibles. La façon dont la guerre d'Algérie a parfois été conduite ne doit point entraîner chez nous la condamnation de militaires engagés, malgré eux, dans un combat insensé, mais bien celle des politiques qui ne comprennent pas à temps que, les revendications musulmanes étant en partie justifiées, il fallait d'abord les satisfaire pour que cette guerre devint elle-même à la fois pure et possible. Il n'est pas tolérable, en tout cas, qu'une fraction de l'armée, quel que soit le respect dont nous entourons cette grande institution, se mette elle aussi à penser, mais dans le sens contraire, à celui qui troublait Larsan pour déboucher dans la politique et tenter d'imposer ses vues à Paris. Tout est sans doute en place quand le pouvoir politique se préoccupe de la justice d'une guerre et que l'armée, intelligente dans son action, mais fidèle à sa tradition, se contente d'exécuter avec éclat les ordres qu'elle reçoit.

Georges HOURDIN.

Editions du Seuil.

Communauté ou sécession

LE problème algérien — à juste titre — demeure la première préoccupation des Français. Il ne convient pas pour autant de négliger l'Afrique Noire, même si l'opinion éprouve quelque difficulté à s'orienter

à travers l'imbroglia de l'actualité africaine.

Le livre de J. Ehrhard (1) schématise utilement les problèmes qu'a cherché à résoudre la nouvelle Constitution, ceux également qu'elle a posés.

L'évolution est si rapide désormais qu'avant même d'avoir été effectivement appliquée, la « loi-cadre » élaborée par la IV^e République se trouvait dépassée. En 1958, le statu-quo n'était plus concevable.

Une politique d'assimilation ne l'était pas davantage. J. Ehrhard note justement que, dans sa forme la plus élaborée et la plus objective, l'anticolonialisme « devient de plus en plus une revendication de dignité humaine ». Même si le pays assimilé était disposé à se ruiner pour réaliser une intégration absolue, il ne satisferait ni n'étoufferait l'aspiration profonde des intéressés, qui est d'un autre ordre.

A l'opposé, une politique de « largage », qui bénéficia d'une certaine faveur dans l'opinion à l'époque où R. Cartier était « carriériste », n'était pas davantage acceptable. Ni moralement ni politiquement, la France ne peut se désintéresser des pays sous-développés — *a fortiori* de ceux auxquels tant de liens de divers ordres l'unissent depuis plusieurs générations.

Beaucoup de dirigeants africains sont au surplus demeurés conscients de la nécessité d'une aide extérieure. L'auteur rappelle cette déclaration de Tsiaranana, président du Conseil du gouvernement de Madagascar : « Lorsque

je laisse parler mon cœur, je suis partisan de l'indépendance totale et immédiate; lorsque je fais parler ma raison, je comprends que cela est impossible. »

Restait l'association, avec toute la gamme des formules possibles; contrat entre deux pays indépendants, confédération ou fédération centralisée. La Constitution de la V^e République, tout en s'efforçant de rendre attrayante pour les pays d'outre-mer la « Communauté » de type plutôt fédéral qu'elle institue, est assez fluide pour que ce cadre n'apparaisse ni obligatoire, ni unique, ni même définitif. Ce qui n'a pas désarmé l'opposition de Sekou Touré, mais a permis à d'autres leaders africains de proclamer avec Senghor : « La Communauté... (est) le moyen de nous préparer à l'indépendance... La différence entre le oui et le non... est une différence... de méthode ».

Il s'agit maintenant de faire que le grand succès politique du référendum outre-mer ne soit pas sans lendemain. Les difficultés à surmonter ne doivent pas être sous-estimées.

Contrepartie de la nouveauté et de la fluidité du nouveau régime, le nécessaire démantèlement du ministère de la France d'Outre-Mer n'a pas encore été suivi en métropole d'une organisation rationnelle de l'instruction administrative des affaires d'outre-mer.

Plus sérieux sont les conflits et les difficultés auxquels donnent lieu outre-mer la disparition des anciennes

Fédérations et les essais de nouveaux regroupements.

La diversité des statuts entre pays membres de la Communauté, Togo, Cameroun... et Guinée, jointe à l'attraction exercée par les territoires ex-britanniques, riches et peuplés, peut inciter les nouveaux Etats à faire d'un accroissement perpétuel de l'aide française la condition de leur appartenance à la zone franc ou à la Communauté.

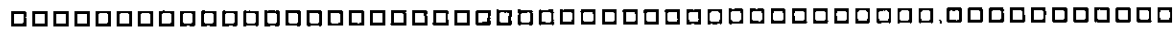
Au reste, succédant à l'anticolonialisme qui a largement obtenu gain de cause, une nouvelle idée-force enfieuvre aujourd'hui les esprits: le panafricanisme, qui est volonté d'effacer les frontières artificielles nées de la colonisation en même temps que les vieilles rivalités tribales, et d'ouvrir aux peuples du continent « des perspectives à la mesure du XX^e siècle ».

Mais, selon J. Ehrhard, celles-ci n'excluent pas forcément l'intérêt des Africains pour d'autres ensembles débordant le cadre du monde noir. Le leader togolais S. Olympio appelait récemment de ses vœux l'unité européenne : « Si nous sommes divisés, c'est en raison des rivalités des grandes puissances au siècle dernier... Nous ne voulons pas recommencer l'histoire de l'Europe. Ni pour la division, ni pour la violence, ni pour la dictature... L'unité européenne doit entraîner et imposer l'unité africaine »

J. AUBRY.

(1) Editions Calmann-Lévy.

Bergson, ce prophète



par Etienne BORNE.

LE centenaire de la naissance de Bergson, correctement célébré par les autorités, invite à faire mémoire du plus grand créateur de philosophie qui ait paru en France depuis Descartes. Depuis un quart de siècle, nos philosophes pressés de mettre leurs pieds dans les pas des maîtres allemands, professaient qu'il n'y avait de salut que selon Hegel ou selon Heidegger, et rivalisaient à qui infligerait à Bergson le plus méprisant purgatoire d'oubli ou d'aigre contestation. Cette pensée d'exigence et de clarté qui fit jaillir des sources vives dans les déserts du positivisme et du scientisme, on refusait même de la dire philosophique, comme si Bergson avait été, comme ils disent, un poète inconsistant, inventeur de thèmes littéraires, contempteur de l'intelligence, ami de l'inconscient et des révélations de la nuit. Les choses sont maintenant en train de changer, et il suffit de savoir se retourner pour apercevoir au-dessus de nos médiocres collines cette montagne juste derrière nous. On verra de plus en plus que Bergson non seulement a restauré la philosophie en lui donnant les dimensions de la sagesse antique, mais qu'au-dedans même de la philosophie il a mis le levain d'un ferment prophétique qui la soulève et la porte au-delà d'elle-même.

BERGSON n'a fait allusion que dans son testament à ses origines israélites. Mais Péguy qui fut son disciple avait osé écrire en le défendant contre « le parti dévot » et « les bureaucrates de la vie spirituelle » qui, en 1914, venaient d'obtenir son inscription sur les catalogues de l'Index, que « lorsque Dieu veut décerner une grande grâce de pensée, il a toujours dans sa main le peuple de ses premiers serviteurs ». Bergson témoin d'Israël, quelle profonde intuition et combien éclairante : dans sa doctrine de la durée créatrice, si messianique en son fond, Bergson ne faisait-il pas mémoire, sans en avoir tout à fait conscience, des vieux prophètes juifs qui brisèrent les mythologies faussement rationnelles du retour éternel et furent dans l'humanité les initiateurs et les inventeurs de l'espérance ?

Lorsque Bergson voulait que la philosophie se passât d'images et de symboles pour étreindre le spirituel et le divin si indiciblement proche, mais toujours dégradé, dans des idolâtries et déformé par des idéolâtries, ne se souvenait-il pas aussi de la vocation iconoclaste des mêmes prophètes d'Israël si acharnés contre les dieux de l'imagination et les constructions abstraites, si soucieux de mettre l'homme, tous intermédiaires écartés, en présence de l'Absolu vivant ?

BIEN plus lorsque parvenu au déclin de l'âge et au terme de son itinéraire philosophique, Bergson écrivait dans l'entre-deux guerres ses « Deux Sources de la Morale et de la Religion », il exerçait d'une manière plus prochaine et plus visible une fonction exactement prophétique. En décrivant cette morale close, cette religion statique qui remplissent par des mythologies de divertissement et de combat le vide creusé dans l'humanité par l'absence de vie spirituelle authentique, il découvrait dans une lumière fugurante la vérité des systèmes totalitaires qui sont en plein XX^e siècle la vicillesse du monde et la tenace survivance du paganisme éternel, c'est-à-dire tout ce que le prophétisme d'Israël a reçu mission de contester et de rejeter, au risque de la persécution et du martyre.

AFORCE de patiente et lente méditation, Bergson, sur le rebord de la mort, était arrivé aux portes du catholicisme, sans pourtant jamais infléchir la rigueur de sa ligne comme a si bien dit M. Merleau-Ponty lors de l'hommage rendu à Bergson par la Sorbonne le 19 mai dernier. Mais le désir qu'avait Bergson du baptême survenait au moment où une fois de plus le paganisme proscrivait le peuple ennemi des mythes et des idoles. L'honneur interdisait au philosophe, devenu chrétien par la conviction de l'esprit, de quitter les siens au moment du malheur. Comment ne pas comprendre que cet acte suprême de fidélité à Israël ajoute le trait décisif à ce qu'il faut bien appeler un prophétisme secret d'une philosophie, dépassement de toute philosophie ?